



Conseil de sécurité

Distr. générale
18 mars 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 17 mars 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par la Présidente du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, et M. Bernard Duhaime, membre et ancien Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de la Chine, de l'Estonie, de la France, de l'Inde, du Kenya, du Mexique, du Niger, de la Norvège, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Tunisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence sur « La situation au Moyen-Orient (Syrie) », tenue le lundi 15 mars 2021. Des déclarations ont également été faites par les représentants de la République islamique d'Iran, de la République arabe syrienne et de la Turquie.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Conseil de sécurité
(Signé) Linda **Thomas-Greenfield**



Annexe I**Exposé de M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie**

Le conflit syrien fait maintenant rage depuis 10 ans, soit à peu près la durée des Première et Seconde Guerres mondiales réunies. Il y a 10 ans, des manifestations populaires pacifiques ont fait l'objet d'une répression violente. La Syrie a été propulsée dans la spirale d'un conflit armé. Au fil du temps, nombre de pays, et des combattants du monde entier, se sont rendus en Syrie pour prendre part aux combats, sous une forme ou une autre. Les Syriens ordinaires doivent parfois avoir l'impression d'être pris au piège d'un conflit mondial sans fin.

La tragédie syrienne restera dans l'histoire comme l'un des chapitres les plus sombres de notre époque récente, et le peuple syrien comptera parmi les victimes prédominantes de ce siècle.

En cet anniversaire sinistre, je veux commémorer les victimes syriennes et rappeler la souffrance et la résilience des Syriens face aux inimaginables violences et indignités auxquelles tous – hommes et femmes, de quelque région ou origine soient-ils – se sont heurtés depuis 10 longues années. Ils ont été blessés, mutilés et tués de toutes les manières imaginables, et leurs cadavres ont même été profanés. Ils ont été capturés dans les rues, jetés en prison ou enlevés, victimes de disparitions forcées, de maltraitance ou de torture, exhibés dans des cages, monnayés contre rançon ou échangés dans le cadre d'accords d'échange de prisonniers.

Ils ont vu leurs maisons, leurs marchés, leurs hôpitaux, leurs écoles et leurs services publics être détruits par des frappes aériennes, des barils explosifs, des tirs de roquettes et de mortier ou des engins explosifs improvisés. Ils ont enduré les horreurs indicibles liées aux armes chimiques.

Ils se sont vus privés d'aide humanitaire, parfois au cours de sièges durant lesquels les responsables ont délibérément affamé la population. Ils ont été confrontés à des violations considérables et systématiques des droits de l'homme et ont subi d'innombrables violations du droit international humanitaire.

Ils ont vu l'organisation terroriste la plus importante de mémoire récente à être inscrite sur la Liste du Conseil de sécurité s'emparer d'un tiers de leur pays – un groupe si violent et si extrême qu'il a réduit les femmes et les filles en esclavage et les a vendues sur les marchés.

Ils ont vu des combattants étrangers inonder leur pays. Ils ont vu des lignes de front et des lignes de faille se faire jour dans tout leur pays, alors que cinq armées étrangères se disputaient le théâtre des opérations.

Ils ont été déplacés dans des camps de la taille d'une ville, ou bien ont dû dormir à la belle étoile dans des oliveraies et des maisons abandonnées, avant d'être déplacés, encore et encore, dans la chaleur torride et dans la neige et le froid.

Ils ont fui la Syrie, et se sont souvent retrouvés face à plus de pauvreté et de discrimination encore ou, pire, ont péri en mer dans leur quête d'un refuge. Ils ont été spoliés de leurs terres et de leurs maisons. Ils ont vu leur pays à revenu intermédiaire sombrer dans le dé-développement et le dénuement à une échelle telle qu'il faudra des générations pour le reconstruire.

Ils ont connu la corruption, la mauvaise gestion, les sanctions et l'effondrement économique. Neuf Syriens sur 10 vivent actuellement dans la pauvreté. Leur monnaie s'est effondrée, l'épargne et les moyens de subsistance se sont évaporés du jour au lendemain, et leur argent ne vaut plus qu'une minuscule fraction de ce qu'il valait avant la guerre.

Ils ont fait la queue pendant des heures pour obtenir du pain et du carburant, ont cherché des médicaments dans les pharmacies qui n'en avaient plus, et ont vu leurs hôpitaux dépourvus de matériel médical essentiel.

Ils ont lutté contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) avec un système de santé épuisé et sinistré. Les femmes syriennes ont subi, de la part de toutes les parties, des violences sexuelles liées au conflit et elles ont connu une hausse des mariages précoces et forcés. La plupart des enfants syriens n'ont jamais vécu autre chose que la guerre. Beaucoup ont été privés de nourriture, de médicaments ou d'éducation, ou ont même été détenus, recrutés dans les combats, blessés ou tués. Et tous les parents syriens doivent être angoissés à l'idée que leurs nouveau-nés chéris connaîtront toute leur vie les séquelles de ce conflit.

Dans l'intervalle, les Syriens se rendent compte que les auteurs d'actions susceptibles d'être constitutives de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre bénéficient d'une impunité quasi totale.

Par ailleurs, les Syriens ordinaires n'ont observé ni compromis entre des visions politiques incompatibles, ni progrès réel dans les pourparlers entre le Gouvernement et l'opposition pour rapprocher ces visions.

Tous les Syriens ont pu constater que la communauté internationale était divisée, prise au piège de la compétition géopolitique, empêtrée dans ses propres rhétoriques contradictoires et, souvent, déterminée à appuyer une partie au conflit. Le monde n'a pas réussi à aider à libérer le peuple syrien de ce que le Secrétaire général a qualifié de « cauchemar vivant ».

Je tiens à dire, au nom de l'Organisation des Nations Unies, que nous regrettons vivement de n'avoir pas encore été en mesure d'assurer une médiation propre à mettre fin à ce conflit.

Rare bémol dans toute cette tragédie, un calme relatif règne à présent, du moins au regard des lignes de front, qui n'ont pas bougé depuis un an. Mais l'année la plus calme du conflit syrien n'en a pas moins été extrêmement violente à tous les autres points de vue. Les parties se livrent toujours à de fréquents bombardements et tirs de roquettes mutuels le long des lignes de confrontation, et les troubles violents persistent. Les parties syriennes et étrangères continuent de mener des frappes aériennes, et les groupes terroristes inscrits sur la Liste sont toujours présents et actifs en Syrie.

Ainsi, les éclairs de la guerre se déchaînent toujours au quotidien en Syrie, et les nuages sombres s'amoncellent. Le plus grand danger de tous est que ce calme fragile se délite, entraînant une nouvelle tempête de conflit total, avec tout ce que cela impliquerait pour les Syriens, pour la région et au-delà.

Voilà pourquoi je ne cesserai jamais d'insister, d'abord et avant tout, sur l'importance de consolider ce calme fragile en un véritable cessez-le-feu à l'échelle nationale, conformément à la résolution 2254 (2015), et d'élaborer une approche commune pour relever le défi que continuent de représenter en Syrie les groupes terroristes inscrits sur la Liste.

L'autre danger auquel est confrontée la Syrie réside dans le fait que, même si le calme ne cède pas, l'immobilisme se prolonge, et que le peuple syrien ait à endurer une nouvelle décennie de désespoir, de démoralisation et de découragement. Il s'agit là d'un danger grave, surtout si la Syrie ne bénéficie pas d'une attention diplomatique internationale créative et de haut niveau.

Oui, les parties syriennes doivent négocier un règlement dans le cadre d'un processus dirigé par les Syriens sous l'auspice de l'ONU, pour mettre en œuvre la résolution 2254 (2015), et elles doivent faire montre de la volonté politique nécessaire

dans ce sens. Mais je suis absolument convaincu qu'elles n'iront pas loin si un processus dirigé par les Syriens n'est pas appuyé par une diplomatie internationale constructive sur la Syrie. Après tout, il s'agit de l'un des conflits les plus profondément internationalisés des 25 dernières années, et nombre des questions qui importent le plus aux Syriens ne sont même pas sous leur contrôle.

Je sais que les progrès ne seront pas faciles. Il y a très peu de confiance entre les Syriens et entre les acteurs régionaux et internationaux. Les divisions sont profondes, et elles sont partout. Mais nous devons trouver un moyen de contourner le syndrome du « vous d'abord » qui caractérise une grande partie de la diplomatie sur la Syrie. Pour l'instant, il y a des exigences de tous les côtés, mais peu de mouvement de part et d'autre.

Ce qui devrait être clair pour chaque partie, c'est que des progrès sur des objectifs particuliers sont peu probables sans des progrès équivalents sur les objectifs qui préoccupent l'autre partie. Il s'agit donc, pour les acteurs syriens et internationaux d'identifier avec réalisme et précision – et de mettre en œuvre en parallèle – des mesures mutuelles et réciproques, étape par étape.

Pour que cela réussisse, le Gouvernement syrien et l'opposition, ainsi que les principaux acteurs internationaux, devront être prêts à identifier non seulement ce qu'ils espèrent obtenir de manière réaliste, mais aussi ce qu'ils peuvent mettre sur la table dans le cadre de l'avancement de la résolution 2254 (2015). Nous devrions isoler les éléments constitutifs des problèmes et avancer au même rythme pour progresser régulièrement.

Il existe de nombreuses façons de le faire. Mais ce qu'il faut, ce sont de bonnes mesures pour de bonnes mesures. Nous devons tous travailler dans cette direction, pour le bien du peuple syrien.

J'ai récemment fait part de mes réflexions sur tous les aspects du processus politique lors d'une première rencontre à Damas avec Fayssal Mekdad, en sa qualité de nouveau Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne, et avec le Président de la Commission syrienne de négociation, Anas Al-Abdah, à Istanbul, ainsi que lors de divers voyages internationaux et contacts virtuels. Je vais continuer à explorer les diverses possibilités.

Je crois que nous devons poursuivre une diplomatie discrète à cet égard, et j'y travaille. À terme, nous devons peut-être essayer de mettre en place un nouveau moyen de discussion international, un nouveau format international pour la diplomatie et la coopération nécessaires.

Qu'il me soit permis de souligner qu'il importe de faire des progrès sur la question des détenus, des personnes enlevées et des personnes disparues. Ni mes efforts ni ceux du groupe de travail sur cette question n'ont permis de réaliser les progrès nécessaires. Pourtant, je suis absolument convaincu que si nous pouvions faire des percées dans ce domaine, ce serait un geste humanitaire important, un facteur de confiance essentiel, un signal pour tous les Syriens et un disjoncteur dans le contexte de la diplomatie internationale.

Je saisis cette occasion pour souligner avec force la nécessité d'un accès humanitaire complet, durable et sans entrave à toutes les régions de la Syrie. L'intensification des livraisons à travers les lignes de front et les frontières est essentielle pour atteindre toutes les personnes dans le besoin, où qu'elles se trouvent. Je réitère l'appel du Secrétaire général au Conseil de sécurité pour qu'il parvienne à un consensus sur cette question cruciale.

Je voudrais également réitérer l'appel du Secrétaire général concernant l'importance d'éviter et d'atténuer tout effet des mesures de sanctions sur la capacité de la Syrie à accéder à la nourriture, aux fournitures sanitaires essentielles et au soutien médical de lutte contre la COVID-19, ainsi que sur la situation critique des civils dans toute la Syrie.

Qu'il me soit permis enfin d'évoquer le travail de la Commission constitutionnelle dirigée et contrôlée par les Syriens.. Comme je l'ai souvent dit, elle ne peut à elle seule résoudre le conflit. Mais elle pourrait être un élément constitutif de la coopération intra-syrienne pour la mise en œuvre de l'appel lancé par la résolution 2254 (2015) pour l'élaboration d'une nouvelle constitution. Elle pourrait également ouvrir la porte à un processus plus large qui créerait des conditions sûres, calmes et neutres pour que la réforme constitutionnelle s'installe en Syrie et pour la tenue d'élections libres et régulières, administrées sous la supervision de l'ONU, auxquelles tous les Syriens, y compris les membres de la diaspora, pourraient participer, et, bien sûr, pour le retour sûr, digne et volontaire des réfugiés syriens – tout cela dans le contexte d'un progrès par étapes, comme je l'ai indiqué.

Une sixième session du petit organe rédacteur de la Commission constitutionnelle doit être soigneusement préparée et des garanties doivent être données pour qu'elle puisse mettre en œuvre le mandat et le règlement intérieur de base, qu'elle rétablisse et renforce une certaine confiance et qu'elle progresse dans l'exécution du mandat de la Commission. Une sixième session doit être différente de celles qui l'ont précédée, et elle doit avoir des objectifs clairs, des méthodes de travail crédibles, ainsi qu'un plan de travail, et favoriser une coopération renforcée des Coprésidents.

Je continuerai à dialoguer avec les parties syriennes, les Coprésidents syriens et la troisième liste afin de faire avancer la Commission constitutionnelle. Le Coprésident désigné par le Gouvernement syrien, Ahmad al-Kuzbari, m'a fait part d'une proposition à Damas le 23 février. Je l'ai transmise au Coprésident désigné par la Commission syrienne de négociation, Hadi al-Bahra, qui est revenu avec une proposition modifiée le 11 mars. J'en ai fait part au Coprésident désigné par le Gouvernement syrien. J'ai parlé aux deux Coprésidents ces derniers jours.

J'apprécie qu'ils aient tous deux mis par écrit des propositions de procédure, qui sont toutes deux prometteuses. Je continue à faciliter leurs échanges dans l'espoir de conclure un accord. L'ONU sera prête à convoquer une sixième session dès qu'un accord sera en place.

J'ai pu informer le Conseil la semaine dernière, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, des moyens par lesquels nous cherchons, en tant que facilitateurs, à faire en sorte que la détermination des femmes syriennes à jouer pleinement leur rôle dans le processus politique se concrétise. Je continuerai à faire appel au Comité consultatif des femmes pour connaître leurs idées et bénéficier de leurs conseils sur tous les aspects du processus.

Je tiens également à souligner que je continuerai à m'entretenir avec les participants au Bureau d'aide à la société civile – femmes et hommes. Je rends aujourd'hui hommage à tous les Syriens qui continuent à travailler jour et nuit pour la paix. Ils n'ont jamais perdu espoir, et l'ONU non plus.

J'espère que les membres du Conseil n'y renonceront pas non plus. À l'heure où les défis sont si nombreux et urgents, il ne faut pas perdre de vue l'importance fondamentale d'un règlement pacifique du conflit syrien. Une solution politique est la seule issue, et je suis convaincu qu'elle est possible. D'une certaine manière, c'est plus possible maintenant qu'avant. Mais pour transformer ces possibilités en réalités, un engagement créatif et de haut niveau de la part des principaux acteurs internationaux concernés par ce conflit sera nécessaire. Le moment est certainement venu de faire avancer un véritable processus politique qui rétablisse la souveraineté, l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie et permette au peuple syrien de tracer son propre avenir en toute indépendance. Avec cet objectif en tête, veillons à ce que la Syrie reçoive une attention soutenue et de haut niveau, et travaillons ensemble à la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015).

Annexe II

Exposé de M. Bernard Duhaime, membre et ancien Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

C'est pour moi un grand honneur et un privilège de m'adresser au Conseil au nom du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, en tant que membre et ancien Président-Rapporteur.

Aujourd'hui, nous marquons le dixième anniversaire du conflit en Syrie, qui a infligé d'énormes souffrances aux femmes et aux hommes, aux filles et aux garçons syriens dans tout le pays.

Comme l'indique clairement la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées de 1992, tout acte conduisant à une disparition forcée constitue un outrage à la dignité humaine. Il est condamné comme étant contraire aux buts de la Charte des Nations Unies et comme constituant une violation grave et flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le Groupe de travail, qui est le mécanisme le plus ancien relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, doté d'un mandat humanitaire et de droits de l'homme distinct, a été créé en 1980 pour offrir une voie de communication entre les proches des personnes disparues et les autorités compétentes en vue de faire la lumière sur leur sort et sur l'endroit où elles se trouvent.

À cette fin, le Groupe de travail reçoit et examine des communications faisant état de disparitions forcées, qui émanent de la famille des personnes disparues ou d'organisations de défense des droits de l'homme agissant en leur nom, et les transmet aux gouvernements concernés. Le Groupe de travail demande ensuite à ces gouvernements de procéder à des enquêtes indépendantes et efficaces sur les cas de disparitions forcées, de rechercher les personnes disparues ou leurs restes et de protéger les droits à la vérité, à la justice, aux réparations et à la mémoire des victimes et de leurs proches.

Depuis le début du conflit, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement syrien 509 cas individuels concernant la disparition forcée présumée de 478 hommes et 31 femmes, y compris des enfants. Ces cas se seraient produits dans tout le pays. À l'heure actuelle, 490 cas sont toujours en suspens, ce qui signifie que le Groupe de travail n'a reçu que très peu ou pas assez d'informations de la part du Gouvernement ou d'autres sources pour faire la lumière sur le sort des personnes concernées et l'endroit où elles se trouvent.

Comme c'est le cas pour la plupart des pays, mais en particulier pour la Syrie, le nombre de cas enregistrés auprès du Groupe de travail ne représente que la partie émergée de l'iceberg s'agissant de ce phénomène qui, selon un certain nombre de rapports cohérents et fiables, y compris le dernier rapport sur l'emprisonnement et la détention arbitraires publié par la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne (A/HRC/46/55), reste répandu et systématique.

Depuis 2011, nous avons sollicité auprès du Gouvernement syrien une invitation à effectuer une visite dans le pays, dans le cadre de notre mandat. Malheureusement, nous n'avons reçu aucune réponse, malgré plusieurs rappels. À cet égard, nous rappelons les résolutions S-18/1 et 19/22 du Conseil des droits de l'homme, qui demandent aux autorités syriennes de coopérer avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, notamment en les autorisant à se rendre dans le pays, et avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment par l'établissement d'une présence sur le terrain.

En 2014, les préoccupations du Groupe de travail concernant l'étendue et l'ampleur des disparitions forcées en Syrie se sont intensifiées. Le Groupe de travail a donc décidé de demander aux entités des Nations Unies au plus haut niveau de prendre des mesures pour s'attaquer à ce problème. En particulier, le Groupe de travail a demandé au Président du Conseil de sécurité de porter la question à l'attention du Conseil pour adoption de toutes mesures qu'il pourrait juger justifiées, y compris le renvoi de la question devant la Cour pénale internationale. Depuis lors, nous avons réitéré notre appel chaque année dans nos rapports annuels au Conseil des droits de l'homme.

La grande majorité des cas signalés au Groupe de travail concerne des disparitions forcées perpétrées par les forces gouvernementales syriennes ou les groupes armés qui opèrent avec son soutien ou son assentiment. En outre, le Groupe de travail a également commencé à examiner les cas d'actes assimilables à des disparitions forcées, perpétrés par des groupes armés non étatiques qui exercent un contrôle effectif et/ou des fonctions gouvernementales sur certaines parties du territoire syrien. Ce faisant, le Groupe de travail agit conformément à son mandat humanitaire afin de combler une lacune de plus en plus importante dans la protection des personnes disparues et des membres de leur famille qui n'ont accès à aucune information sur le sort de leur proche et sur le lieu où il ou elle se trouve. Tous ces cas ont pour point commun les immenses souffrances de ces membres de famille et l'absence d'un recours effectif pour remédier à leur situation.

Le Groupe de travail constate que les disparitions forcées sont commises sans cesse et en toute impunité sur l'ensemble du territoire syrien, en violation flagrante du droit international. Les cas au sujet desquels le Groupe de travail a pu recueillir des informations illustrent un schéma alarmant d'arrestations arbitraires d'hommes, en particulier. Souvent, plusieurs personnes sont arrêtées en même temps dans le cadre d'une même descente. Les membres de famille ont le sentiment que ces arrestations publiques massives visent à faire taire les dissidents et à créer un climat de peur au sein de la communauté locale. La privation de liberté est généralement suivie d'un refus de la part des autorités syriennes ou des acteurs non étatiques de donner des informations sur le sort de la personne concernée ou le lieu où elle se trouve, ou même de reconnaître son existence. Selon les informations recueillies, de nombreuses personnes ont été victimes d'actes de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants, ce qui a également entraîné des décès en détention.

Les membres de famille décrivent des tentatives désespérées pour obtenir des informations supplémentaires concernant leurs proches, souvent pendant une longue période. En l'absence de mécanismes officiels permettant d'obtenir des informations supplémentaires, ils doivent mener les enquêtes nécessaires de leur propre initiative, et font souvent l'objet d'actes d'intimidation et de représailles ciblés. Le Groupe de travail souligne qu'il faut reconnaître pleinement que s'agissant des disparitions forcées, les victimes ne sont pas seulement les personnes qui disparaissent, mais aussi celles qui subissent un préjudice du fait de cette disparition. En effet, outre l'angoisse et le chagrin causés par l'absence de leurs proches, les personnes qui restent subissent également de graves conséquences qui touchent leurs droits économiques, sociaux et culturels.

Même lorsque le décès est confirmé par les autorités, les restes des victimes sont rarement restitués à leurs proches en vue de leur enterrement, tout comme leurs biens, ce qui ne fait qu'exacerber leur angoisse et leurs souffrances. En l'absence apparente d'enquêtes efficaces, une augmentation nette du nombre de notifications officielles de décès à l'intention des proches des personnes disparues est une autre illustration de la culture d'impunité qui sévit.

Comme l'indique notre dernier rapport annuel au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/13), nous sommes également alarmés par les nombreuses informations faisant état de disparitions forcées de plusieurs membres d'une même famille, dont des enfants âgés de 7 ans seulement.

Il y a 40 ans, le Groupe de travail a été créé grâce à l'activisme inlassable des membres de famille de personnes disparues. Dans le cadre de son mandat, le Groupe de travail a travaillé avec eux pour les aider à faire la lumière sur le sort de leurs proches et sur l'endroit où ils se trouvent, à sensibiliser l'opinion publique au fait que les disparitions forcées constituent une infraction continue et à y mettre fin dans le monde entier.

Le Groupe de travail a pris acte de la vision globale et fondée sur les droits énoncée dans la Charte Vérité et Justice, qui a été présentée par cinq associations de familles syriennes le 10 février. La Charte appelle à une action collective pour amener les auteurs de ces crimes à répondre de leurs actes et pour protéger les droits des victimes et de leurs proches à la vérité, à la justice, à une réparation et à la mémoire.

Dans ce contexte, le Groupe de travail souligne que tous les débiteurs de ces obligations doivent veiller au respect des principes de transparence et de responsabilité dans le traitement des personnes en détention, informer leurs proches de leur sort et de l'endroit où elles se trouvent, et garantir que les droits à une procédure régulière et à un procès équitable sont respectés et protégés. Tous les lieux de détention – officiels et non officiels – doivent être divulgués, avec des listes exhaustives de noms et un registre officiel de toutes les personnes détenues dans ces établissements, et nous devons nous assurer que les personnes ne sont détenues que dans des établissements officiellement reconnus.

Il faut assurer à toutes les victimes, y compris les familles des personnes disparues, le droit à un recours effectif, notamment la cessation des violations, ainsi que l'indemnisation, la réhabilitation, la satisfaction et les garanties de non-répétition.

Le Groupe de travail s'associe à l'appel lancé récemment en faveur de la création d'un mécanisme indépendant doté d'un mandat international afin de faire la lumière sur le sort des personnes disparues et sur le lieu où elles se trouvent, de localiser les fosses communes, d'exhumer et d'identifier les corps des personnes disparues et de les restituer à leurs proches, dans le respect des coutumes culturelles.

La situation tragique en Syrie n'a que trop duré. L'heure est venue pour l'ONU, notamment le Conseil de sécurité, et pour les autres mécanismes de la communauté internationale, de démontrer qu'ils sont capables de relever les défis et de satisfaire les droits et les besoins des victimes en Syrie. C'est grâce à notre action collective et coordonnée que nous pourrions permettre à ces nombreuses familles de tourner la page après une décennie de traumatismes et de pertes. Le Groupe de travail est prêt à contribuer à ce processus.

Annexe III**Déclaration de M. Geng Shuang, Représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : chinois et anglais]

Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et M. Duhaime de leurs exposés.

La crise syrienne dure depuis une décennie. Au cours des 10 dernières années, la Syrie a subi une invasion illégale, une occupation étrangère, le terrorisme et des sanctions unilatérales. Le développement national a pratiquement stagné et la vie des personnes est misérable. Le Conseil de sécurité doit promouvoir activement le règlement rapide de la crise syrienne et atténuer la souffrance du peuple syrien.

Je voudrais faire trois observations aujourd'hui.

Premièrement, nous devons continuer d'œuvrer à un règlement politique. La Chine soutient les efforts que déploie l'Envoyé spécial Pedersen pour garantir la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) et faire avancer les travaux de la Commission constitutionnelle syrienne. Nous appelons toutes les parties syriennes à continuer de communiquer avec l'Envoyé spécial, à participer à un dialogue politique approfondi sur la base du consensus existant et à réaliser promptement des progrès. La Commission constitutionnelle doit continuer de s'acquitter de ses fonctions en toute indépendance, adhérer au principe d'un processus dirigé et contrôlé par les Syriens et ne subir aucune ingérence extérieure. Toutes les parties à la crise syrienne doivent répondre activement à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial, stabiliser les conditions de sécurité dans le pays et créer les conditions nécessaires à un règlement politique. En outre, l'aide humanitaire et à la reconstruction en Syrie ne doit pas être liée au processus politique, car procéder ainsi reviendrait à violer les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, et minerait la confiance mutuelle entre les parties.

La Chine salue la création par la Russie, le Qatar et la Turquie d'un mécanisme de coordination tripartite pour la Syrie, et elle félicite les pays arabes concernés d'envisager favorablement le retour de la Syrie au sein de la Ligue des États arabes. Nous espérons que cette dynamique positive générera des résultats concrets et permettra de créer des synergies avec les initiatives de médiation de l'ONU. La communauté internationale doit encourager les pays de la région à renforcer le dialogue et la coopération, au lieu de recourir à des menaces et des comportements obstructionnistes.

Deuxièmement, nous devons garantir le respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Au fil des ans, l'agression illégale, l'occupation et les attaques contre le territoire syrien ont causé des troubles en Syrie et dans toute la région. La Chine note que certains pays ont récemment mené des frappes aériennes et tiré des missiles contre la Syrie. Le Représentant permanent de la Syrie a envoyé une lettre au Président du Conseil de sécurité pour exprimer sa préoccupation à cet égard. La Chine appelle toutes les parties concernées à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie, et à éviter d'exacerber la situation en Syrie. La communauté internationale doit s'engager à promouvoir l'unité et la tolérance pour la société syrienne, et rejeter toutes les intentions et actions visant à isoler le pays.

Troisièmement, nous devons renforcer la coopération en matière de lutte contre le terrorisme en Syrie. Les terroristes sont implantés dans le nord-ouest de la Syrie et lancent fréquemment des attaques qui font des victimes civiles. De nouvelles tendances inquiétantes se dessinent dans les activités du groupe terroriste État

islamique d'Iraq et du Levant. De nombreux membres du Conseil sont préoccupés par les activités terroristes en Syrie et les risques de débordement de celles-ci. La communauté internationale doit aider le Gouvernement syrien à protéger sa sécurité nationale et à combattre les forces terroristes en Syrie.

L'avancement du processus politique syrien et le rétablissement de la paix et de la tranquillité en Syrie exigent que toutes les parties syriennes et la communauté internationale renforcent le dialogue, forgent un consensus et travaillent de concert. Les sanctions et les pressions ne pourront que provoquer des réactions violentes et des confrontations, intensifier et prolonger le conflit, et exacerber la souffrance du peuple syrien sans rien faire pour régler les problèmes fondamentaux. Je réitère que l'avenir de la Syrie est entre les mains du peuple syrien. Le Conseil de sécurité et la communauté internationale doivent adhérer au principe d'un processus dirigé et contrôlé par les Syriens et jouer un rôle constructif en vue de parvenir à un règlement politique rapide de la question syrienne.

Annexe IV

Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen de son exposé sur la situation politique en Syrie, et M. Bernard Duhaime de son exposé sur la situation des personnes détenues et des personnes portées disparues en Syrie. Aujourd'hui marque le dixième anniversaire du début des manifestations pacifiques en Syrie. Au lieu de répondre aux appels à la dignité et à la justice, le régime syrien a répondu avec une violence brutale.

Après plus d'un demi-million de morts, la répression continue. Des millions de personnes ont été déplacées, et des milliers sont détenues arbitrairement ou sont portées disparues ; le pays a été complètement détruit ; et des armes chimiques et des barils d'explosifs ont été utilisés contre le peuple syrien. Je rappelle les paroles prononcées par le Secrétaire général la semaine dernière, à savoir que « la situation reste un cauchemar vivant ».

Il revient au Conseil de sécurité de défendre et de promouvoir le droit international en agissant avec fermeté pour réprimer les violations généralisées du droit international des droits de l'homme en Syrie, dont un grand nombre constituent des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Le Secrétaire général a souligné que les parties au conflit syrien violaient sans relâche le droit international humanitaire, dans une impunité presque totale.

L'Estonie s'associe à l'appel de M. Duhaime et de l'Union européenne en faveur de la création d'un mécanisme international pour retrouver les personnes portées disparues ou leurs dépouilles. Il faut demander des comptes aux auteurs des nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et mettre fin à l'impunité.

Les mécanismes d'enquête tels que le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, de l'Assemblée générale ; la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, du Conseil des droits de l'homme ; et la mission d'établissement des faits de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en République arabe syrienne jouent un rôle central dans la collecte d'éléments de preuve et la mise en lumière de crimes commis contre le peuple syrien et en vue d'appliquer le principe de responsabilité. Nous appuyons pleinement ces efforts. Nous espérons que le Conseil de sécurité collaborera plus étroitement avec ces mécanismes et inscrira cette question à son ordre du jour.

Le conflit ne sera pas réglé tant que le régime syrien ne renoncera pas à la torture pour réprimer la liberté d'expression et faire taire ses citoyens. Nous exigeons la libération des personnes détenues arbitrairement, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées.

En ce qui concerne le processus politique, la Commission constitutionnelle syrienne n'a pas obtenu les résultats attendus. Le blocage persiste car le régime refuse de participer véritablement au processus.

La planification de l'avenir de la Syrie, notamment la reconstruction du pays, doit prendre en compte les revendications légitimes de l'opposition syrienne. L'Estonie et les autres États membres de l'Union européenne appuient la tenue d'élections libres et régulières en Syrie sous la supervision de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015), avec la participation de tous les Syriens, y compris les membres de la diaspora. Toute autre solution serait une énième mascarade. Nous

rappelons aux autorités syriennes et à leurs alliés que l'Union européenne ne financera par la reconstruction de la Syrie et ne lèvera pas les sanctions tant qu'un processus politique véritable ne sera pas fermement engagé.

L'Estonie et l'Union européenne restent déterminées à trouver une solution politique durable et crédible au conflit en Syrie. Nous encourageons tous les acteurs internationaux à aider le peuple syrien à réaliser ces objectifs, qui sont également mentionnés dans la feuille de route pour la paix, en application de la résolution 2254 (2015) et du Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe).

Annexe V**Déclaration de M^{me} Nathalie Broadhurst Estival, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français et anglais]

Je souhaiterais d'abord remercier l'Envoyé spécial et M. Bernard Duhaime pour leurs exposés.

Nous commémorons aujourd'hui un bien triste anniversaire, celui d'une décennie de guerre en Syrie. Je souhaiterais d'abord rendre hommage aux centaines de milliers de victimes civiles.

Il y a 10 ans, le régime d'Assad a choisi de répondre par une répression aveugle à la demande de liberté et de dignité exprimée par sa population de façon pacifique. Il a torturé, assiégé, bombardé sa propre population, y compris à l'arme chimique, pour assurer le maintien de son clan au pouvoir plutôt que de concéder la moindre ouverture.

Aujourd'hui, la Syrie est ravagée. Nous avons tous en tête les chiffres qui interpellent la conscience : la moitié de la population est déplacée ou réfugiée dans les pays voisins, plus de 13 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, des dizaines de milliers de personnes ont disparu. Les jeunes paient le prix fort de la poursuite du conflit, et comme beaucoup l'ont dit, certains n'ont connu que la guerre.

Aujourd'hui encore, la guerre en Syrie se poursuit : les hostilités se multiplient dans le nord du pays, l'instabilité est chronique dans les zones qui ont été reconquises par la force par le régime, et Daech y reconstitue ses forces. Ce constat lucide est la preuve de l'échec de la politique de la terre brûlée qui est poursuivie par le régime et ses alliés. Seule une solution politique permettra à la Syrie dans son ensemble de se relever et d'éviter une nouvelle décennie perdue.

La France fait ici écho au Secrétaire général, qui a appelé toutes les parties, en particulier Damas, à saisir l'opportunité du dialogue à l'occasion des 10 ans du conflit. Il est illusoire de penser qu'un acteur peut s'imposer par les armes et compter ensuite sur la réhabilitation internationale. Il est grand temps que le régime s'engage de bonne foi dans les négociations à Genève, pour lesquelles la Commission syrienne de négociation a proposé un calendrier raisonnable. Le régime porte aujourd'hui toute la responsabilité du blocage de la Commission constitutionnelle, qui n'a permis aucun résultat près d'un an et demi après sa création.

Le succès de la Commission ne peut être la condition préalable à tout progrès. Il est plus que jamais urgent dans ce contexte de mettre en place un processus politique plus large, piloté par l'ONU, sur l'ensemble des volets de la résolution 2254 (2015). Il s'agit de travailler à la mise en place d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, de préparer dès à présent la tenue d'élections libres et transparentes, sous supervision de l'ONU, auxquelles la diaspora pourra prendre part et sans lesquelles il n'y aura pas de règlement au conflit.

La France apportera également tout son soutien à toute initiative qui permettra d'obtenir des progrès sur la question des détenus aux mains du régime et des personnes disparues. Elle note à cet égard les appels à la mise en place d'un mécanisme international sur ce sujet et elle encourage en parallèle l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie à progresser sur ce front, comme l'a suggéré la Représentante permanente des États-Unis. Nous encourageons l'Envoyé spécial à travailler sur tous ces aspects et à en faire rapport au Conseil.

Sans règlement politique crédible, la France et ses partenaires resteront constants dans leur position sur la reconstruction, la normalisation et les sanctions. Ces positions ont été prises en réponse à la brutale répression par le régime de sa population et des graves violations des droits de l'homme commises par ses responsables. Or, ces violations perdurent.

Il est illusoire de penser que le simulacre d'élection présidentielle prévu cet été sera suffisant pour changer ces positions. Nous ne reconnâtrons pas les résultats d'élections qui ne se dérouleront pas selon les critères prévus par la résolution 2254 (2015).

Nous continuerons d'apporter notre plein soutien aux mécanismes internationaux de lutte contre l'impunité. À cet égard, les avancées dans les procédures juridictionnelles nationales constituent des étapes importantes pour assurer que les responsables de l'ensemble de ces crimes ne resteront pas impunis. Le conflit en Syrie n'a que trop duré. Mais la France reste plus que jamais déterminée à tout faire pour que la Syrie retrouve la paix.

Annexe VI

Déclaration de M. T. S. Tirumurti, Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, de son exposé sur l'évolution récente de la situation en Syrie. Il s'est rendu à Damas, Moscou et Sotchi et a tenu des réunions avec des acteurs importants. Je le remercie de la franchise de ses vues sur l'état actuel des choses et de son évaluation de la situation. Il est en effet décourageant de constater qu'à l'approche de la dixième année de conflit en Syrie, la paix et la stabilité continuent malheureusement d'échapper au pays et à son peuple.

La transition politique en Syrie, facilitée par l'ONU, n'est pas un processus exclusif. Les cinq séries de réunions tenues par l'organe de rédaction de la Commission constitutionnelle syrienne ont donné lieu à très peu de progrès. Les influences extérieures ont également des conséquences négatives sur le processus.

La situation sur le terrain ne présente pas non plus un tableau optimiste. Il serait irréaliste d'espérer des résultats spectaculaires dans un avenir proche, à moins que la communauté internationale ne prenne collectivement des mesures décisives pour avancer dans la bonne direction et rapprocher les positions divergentes. Si nous voulons vraiment progresser, nous devons avoir une plus grande convergence de vues et œuvrer à renforcer la position de l'Envoyé spécial.

Une diplomatie internationale constructive s'impose d'urgence afin de combler les fossés existants en mettant l'accent sur des mesures mutuelles et réciproques. Nous sommes convaincus que nous pouvons contribuer à créer un environnement propice à la confiance en liant l'action humanitaire et le travail de développement aux progrès réalisés sur le volet politique. Nous saluons le quinzième cycle de réunions internationales tenu dans le cadre du processus d'Astana à Sotchi le mois dernier. Nous appelons toutes les parties au conflit à faire preuve de volonté et de sagesse politiques pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les travaux de la Commission constitutionnelle.

Le conflit syrien et l'implication d'acteurs extérieurs ont contribué à la montée du terrorisme dans le pays et ses voisins. Cela a été réaffirmé dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la menace que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant (S/2021/98). Nous exprimons notre vive inquiétude face au renforcement de la présence et de l'activité de l'organisation terroriste Hay'at Tahrir el-Cham et d'autres groupes terroristes affiliés, qui constituent une menace pour les civils à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de désescalade d'Edleb. Il est impératif que toutes les parties s'acquittent de leurs obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme et les organisations terroristes en Syrie, désignées comme telles par le Conseil de sécurité.

L'Inde est fermement convaincue que la sécurité et la stabilité à long terme dans cette région ne peuvent être obtenues qu'en préservant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie. Nous restons également convaincus qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit syrien et réaffirmons notre volonté de faire avancer le processus politique dirigé et pris en main par les Syriens sous les auspices de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015).

Le conflit syrien, qui dure depuis 10 ans, a causé d'indicibles souffrances au peuple syrien. La situation s'est encore détériorée du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a gravement compromis la fragile infrastructure sanitaire. Il est urgent de renforcer l'aide humanitaire fournie à l'ensemble de la population syrienne, dans tout le pays, sans discrimination, sans politisation et sans

conditions préalables. La crise humanitaire, exacerbée par la pandémie, exige un assouplissement des sanctions imposées à la Syrie. La communauté internationale doit agir de toute urgence pour aider le peuple syrien.

Nous restons convaincus que tout effort visant à améliorer la situation humanitaire en Syrie aura également des retombées positives sur le volet politique. Nous appelons l'ensemble du système des Nations Unies, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, à donner la priorité au programme de vaccination en Syrie, notamment par le biais du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins.

Comme nous l'avons indiqué dans nos déclarations précédentes sur la Syrie, l'Inde a régulièrement fourni à ce pays une aide au développement et un appui à la mise en valeur des ressources humaines. Cette aide englobe notamment des lignes de crédit pour des projets de développement, la fourniture de médicaments et de denrées alimentaires, ainsi que la gestion d'un camp d'appareillage de prothèses et des programmes de formation au renforcement des capacités pour les ressortissants syriens. Nous réaffirmons notre engagement à poursuivre ces initiatives en faveur du peuple syrien.

Enfin, en ce dixième anniversaire du conflit, réaffirmons notre détermination à aider le peuple syrien. L'Inde se tient prête à continuer de lui fournir toute l'aide et tout l'appui possibles.

Annexe VII

Déclaration de M. Michael Kiboino, Représentant permanent adjoint du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, et M. Bernard Duhaime.

Alors que nous marquons le dixième anniversaire du conflit prolongé en Syrie, il est déchirant de constater que la population de ce pays continue de souffrir de l'internationalisation d'une guerre violente et insensée qui a fait jusqu'à 593 000 morts, généré une colossale crise des réfugiés et des déplacements, déclenché une crise humanitaire aux proportions inimaginables et littéralement appauvri l'entière population d'un pays qui autrefois connaissait la paix et la dignité. Dans ses remarques du 10 mars 2021, le Secrétaire général a déclaré que le peuple syrien avait « enduré certains des pires crimes dont le monde ait été témoin au cours de ce siècle », ce qui l'a poussé à plaider à plusieurs reprises auprès du Conseil de sécurité pour qu'il parvienne à un consensus sur cette question cruciale.

L'effroyable réalité de la situation en Syrie est un réquisitoire à charge contre le multilatéralisme, et en particulier contre le Conseil de sécurité, qui est à l'avant-garde de la paix et de la sécurité internationales. La délégation kenyane appelle donc tous les membres du Conseil, en particulier ceux qui ont des positions divergentes, à resserrer les rangs afin de faciliter un consensus souhaité de longue date pour parvenir à une solution politique qui serve les intérêts du peuple syrien.

Pour que nous puissions commencer à constater le changement tant attendu en Syrie, il est important de remanier le volet politique, étayé par les trois impératifs ci-après. Premièrement, il faut que la Commission constitutionnelle reprenne ses discussions, marquées par de véritables échanges entre toutes les parties, pour examiner des propositions et solutions concrètes dans l'optique de préparer et rédiger la nouvelle constitution. Nous espérons que la récente visite de l'Envoyé spécial Pedersen à Damas insufflera un élan dans ce sens. Il est crucial que la solution politique dirigée et prise en main par les Syriens adhère aux principes énoncés dans la résolution 2254 (2015), notamment s'agissant de garantir des élections libres et régulières.

Deuxièmement, il est nécessaire de mettre en place une diplomatie internationale constructive, apte à combler les divergences en place et à relancer le volet politique, comme y appelle l'Envoyé spécial. Il faut pour cela remédier à la situation des détenus, notamment en facilitant la libération des groupes vulnérables en détention, tels que les personnes âgées, les femmes et les enfants, et en élucidant le statut des personnes disparues. Il s'agirait là de mesures de confiance importantes.

Enfin, il est impératif que toutes les parties respectent le cessez-le-feu dans tout le pays. À cet égard, le Kenya félicite les garants du processus d'Astana de leurs assurances continues au regard du respect du cessez-le-feu. Nous condamnons les attaques menées dans les villes proches de la frontière syro-turque, ainsi que les échanges de bombardements et de frappes aériennes ciblées entre groupes armés. En outre, nous sommes gravement préoccupés par les attaques sporadiques à l'engin explosif improvisé qui ont fait des morts et des blessés parmi les civils. Tout cela doit prendre fin.

Qu'il me soit permis de conclure en me faisant une nouvelle fois l'écho du Secrétaire général. Nous réaffirmons que les parties ont l'occasion de faire la preuve de leur disposition à trouver un terrain d'entente et à prendre acte du fait que tous les Syriens ont besoin de dépasser cette interminable situation de conflit. Le Kenya est fermement convaincu que le Conseil de sécurité et l'ordre multilatéral doivent donner la priorité aux intérêts et aux besoins du peuple syrien, en appuyant un dialogue inclusif, dirigé et pris en main par les Syriens, visant un règlement politique robuste.

Annexe VIII**Déclaration de M. Juan Ramón de la Fuente Ramírez,
Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des
Nations Unies**

[Original : espagnol]

Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et M. Duhaime de leurs exposés respectifs.

Comme on l'a déjà dit, le conflit syrien dure depuis 10 ans : 10 années durant lesquelles nous avons assisté à une crise lourde de conséquences pour l'humanité ; 10 années durant lesquelles nous, communauté internationale, et tout particulièrement le Conseil de sécurité, avons échoué à respecter l'engagement de « préserver les générations futures du fléau de la guerre », principe fondamental sur lequel repose la Charte des Nations Unies.

Le coût humain et économique en est inacceptable, et la mission du Conseil et de la communauté internationale n'a pas changé : mettre fin une fois pour toutes à la violence en Syrie. Après 10 années au cours desquelles ce sont les civils qui ont payé le plus lourd tribut, il est évident que la voie politique est la seule qui soit propre à faire cesser les souffrances de millions de personnes.

En dépit des efforts de l'ONU, les travaux de la Commission constitutionnelle sont dans l'impasse, tout comme les discussions sur d'autres questions, telles que la libération des détenus. Nous appelons de nouveau les participants au processus politique facilité par l'Envoyé spécial à s'impliquer de bonne foi, de manière constructive et résolue, afin de parvenir à un accord susceptible d'apporter la paix et la prospérité au peuple syrien.

Nous sommes conscients des graves conséquences qu'a la guerre sur les femmes et les enfants. En ce mois qui marque également la Journée internationale des femmes, je veux rappeler l'histoire de la jeune Syrienne Yusra Mardini, qui était membre de la première équipe olympique des réfugiés, en 2016. À 17 ans, lorsque Yusra a été contrainte de quitter son pays, elle a entrepris de rejoindre l'Europe via le Liban et la Turquie. En pleine mer Méditerranée, l'embarcation dans laquelle Yusra et sa sœur se trouvaient avec 20 autres réfugiés est tombé en panne. Yusra, ainsi que sa sœur et deux autres personnes, ont sauté à l'eau et, en nageant, ont conduit le bateau jusqu'à la sécurité. Yusra est un exemple de la force et de la détermination des citoyens syriens, qu'ils aient cherché refuge hors de leur pays ou qu'ils y soient encore.

Il est tragique que des milliers de femmes et de filles syriennes subissent les conséquences du conflit sans pouvoir s'échapper comme Yusra. Elles continuent d'être victimes de diverses formes de violence fondée sur le genre et de violations de leurs droits humains. Beaucoup d'autres ne savent pas ce qu'il est advenu de leurs enfants, de leurs maris, de leurs pères ou de leurs frères. Plus de 12 000 enfants ont été tués ou blessés au cours de la décennie écoulée, et la majorité des enfants syriens ont besoin d'une aide humanitaire. En tant que communauté internationale, en tant qu'ONU, nous avons une dette envers toutes ces filles, ces adolescentes et ces femmes syriennes qui souffrent encore de la violence dans leur pays, et le Conseil de sécurité se rend plus complice à chaque minute de l'inaction ou de l'incapacité à mettre fin à ce chapitre honteux.

Les responsables des atrocités endurées par le peuple syrien devront répondre de leurs actes. La condamnation récente, dans un tribunal allemand, d'un ancien officier syrien pour crimes contre l'humanité montre tout le poids de la loi. Nous espérons que de nouvelles peines seront prononcées dans tous les cas où des crimes ont été commis qui ne sauraient rester impunis.

Nous appelons tous les États à coopérer avec le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Rappelons que ce Mécanisme a été créé par l'Assemblée générale, face à la paralysie du Conseil, précisément pour lutter contre l'impunité. Les atrocités criminelles et les crimes internationaux qui ont été commis doivent être renvoyés devant la Cour pénale internationale.

Les récentes conclusions de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne sur les détentions et les disparitions forcées perpétrées en Syrie depuis 2011 sont alarmantes. Nous exigeons la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement, ainsi que la clarification rapide des disparitions forcées qui ont été dénoncées.

En l'absence d'une solution militaire au conflit en Syrie, le Mexique réitère sa préoccupation face aux abus de certains États qui invoquent l'Article 51 de la Charte des Nations Unies pour recourir à la force sans l'autorisation du Conseil. En outre, une telle pratique risque d'étendre *de facto* les exceptions à l'interdiction générale du recours à la force telle qu'elle figure au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte.

Le Mexique se fait l'écho de l'appel du Secrétaire général à soutenir les efforts de l'Envoyé spécial pour parvenir à un cessez-le-feu national et établir des mécanismes de renforcement de la confiance afin de créer un environnement plus sûr et plus stable sur le terrain. L'objectif n'est autre que de faire en sorte que les principales préoccupations de la population syrienne, telles qu'identifiées dans la résolution 2254 (2015), soient enfin prises en compte.

Je conclus en réitérant le postulat qui a donné naissance à l'initiative franco-mexicaine : le veto ne peut être utilisé lorsqu'il s'agit de prévenir des atrocités ou d'y mettre fin. Après dix ans de guerre et de souffrances humaines, le moment est venu de dire « assez » à la violence et de concentrer tous les efforts sur la diplomatie. Nous aussi, nous serons tenus responsables de nos actions et de nos omissions.

Annexe IX**Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et M. Bernard Duhaime pour leurs présentations.

Le 9 février dernier, lors de la séance d'information sur cette même question, il était évident que dans les propos de Geir, on sentait une certaine frustration, voire un certain agacement face au peu de progrès accompli dans le dialogue politique. Je voudrais l'assurer que nous partageons sa frustration, car après 10 ans de conflit et des milliers des morts, la Syrie doit cesser d'être un laboratoire des horreurs où tout a été essayé et où, rien, ou très peu a été réussi.

Ma délégation est profondément inquiète face à la poursuite de la violence qui a vu une augmentation des violations du cessez-le-feu et un regain des hostilités dans le nord de la Syrie. L'utilisation d'engins explosifs improvisés et de mines terrestres, et la présence de munitions non explosées, ainsi que l'augmentation de la cadence des frappes aériennes et des bombardements, contribuent à accroître le nombre de morts et de blessés parmi les civils, dont des femmes et des enfants.

Nous sommes convaincus que des progrès réels et tangibles dans les travaux de la Commission constitutionnelle, ainsi qu'en ce qui concerne la cessation des hostilités, doivent se nourrir d'une évolution dans les autres volets comme la fin des ingérences extérieures, y compris en termes de soutien apporté aux groupes armés et le pillage des ressources syriennes entre autres. La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie doivent être respectées par tous.

Nous encourageons l'Envoyé spécial à poursuivre ses bons offices en vue de créer une dynamique politique qui intègre les parties syriennes, les acteurs régionaux, ainsi que tous les acteurs susceptibles de l'aider à faire avancer ce processus. En effet, comment peut-on réussir la rédaction d'une constitution consensuelle dans un contexte où certains groupes qualifiés de terroristes par les uns et d'amis par les autres mènent des actions qui, pour le moins qu'on puisse dire, contrarient l'objectif poursuivi ? Comment, peut-on réaliser des avancées, dans un contexte de suspicion entre les parties et où, quoi qu'on dise, les sanctions, loin d'altérer la légitimité des autorités syriennes, imposent des sacrifices insoutenables aux populations syriennes, dont des femmes et des enfants ?

Comme tous les peuples, les Syriens ont droit à la paix, ils ont droit à la sécurité, ils ont le droit de choisir librement leurs dirigeants.

Comme partout ailleurs, les négociations entre les parties syriennes reflètent forcément les rapports de force entre elles, et ces rapports de force ne pourront être modifiés qu'à travers un dialogue porté par les Syriens, sans exclusive. Il est évident aujourd'hui qu'aucune des parties au conflit en Syrie ne pourrait avoir ce qu'elle veut par la seule action militaire. Il est donc grand temps que le Gouvernement et l'opposition, avec l'appui de la communauté internationale, se résolvent définitivement à poursuivre un dialogue franc et sincère pour aboutir à une résolution durable de la crise, dans l'intérêt, bien compris, de leur pays.

Un autre aspect très important de la progression du processus politique est la nécessité de prendre des mesures de confiance, y compris la libération des civils, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et celles avec un handicap. Ces mesures peuvent contribuer grandement à instaurer la confiance et encourager les compromis nécessaires dans tout processus de négociation.

En ce mois de mars, dédié aux femmes, leur inclusion et celle des jeunes, dans le processus de paix, doit prendre en compte leurs conditions de vie et d'existence à travers des actions de renforcement de leurs capacités à intervenir à tous les stades du processus de négociation et non pas par la simple réaffirmation des principes.

Enfin, notre devoir est d'accompagner les parties syriennes à s'engager dans le dialogue, non pas à nous substituer à elles. À cet égard, j'invite les membres du Conseil à faire bon usage des fenêtres d'opportunités qui semblent s'ouvrir aujourd'hui, et à changer leur regard sur la Syrie dans les différents volets de la crise qu'elle traverse. C'est, du reste, de cette manière qu'on pourra soutenir l'Envoyé spécial dans sa difficile mission.

Annexe X**Déclaration de M^{me} Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Pedersen, et M. Bernard Duhaime, du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, pour leurs exposés très opportuns.

Comme d'autres membres du Conseil l'ont noté, ce mois-ci marque le dixième anniversaire du conflit syrien. Le fait que ce conflit continue donne effectivement une mauvaise image de la communauté internationale et de nous tous. Nous manquons à notre devoir envers le peuple syrien.

Nous devrions mettre à profit ce tragique anniversaire non seulement pour réfléchir à nos erreurs, mais aussi pour chercher des moyens de changer la dynamique du conflit et d'aller réellement de l'avant. Mais comme l'a souligné l'Envoyé spécial, les Syriens eux-mêmes doivent s'approprier le processus politique. Nous demandons instamment au Gouvernement syrien et à l'opposition de donner la priorité aux besoins du peuple et de faire avancer le processus constitutionnel et, plus largement, le processus de paix.

Nous saluons l'inclusion de la société civile et demandons instamment à l'Envoyé spécial de continuer à s'appuyer sur l'expertise des membres de la société civile de la Commission constitutionnelle. Ce conflit ne peut être résolu par les seuls Syriens. Plusieurs acteurs restent profondément impliqués dans le conflit et ils doivent tous faire partie de la solution.

Nous, la communauté internationale au sens large, devons également nous demander comment nous pouvons contribuer à débloquer ce processus de paix dans l'impasse afin d'aider les parties à passer à une phase de progrès et de compromis difficiles. Les progrès enregistrés sur le volet politique sont la clef de la stabilité, du développement et du retour des réfugiés en Syrie. La Norvège apporte son plein soutien à l'Envoyé spécial dans ses efforts pour dialoguer avec les parties et les acteurs pertinents dans le cadre du processus politique.

En ce qui concerne les événements récents, nous notons qu'il est très peu probable qu'un sixième cycle de négociations de la Commission constitutionnelle se déroule avant le ramadan. Même si l'absence de progrès est décevante, nous savons que les parties élaborent des propositions, et nous nous félicitons que l'Envoyé spécial se soit récemment entretenu avec elles et d'autres acteurs concernés.

Pour ne pas laisser retomber cet élan, toutes les parties doivent rapidement et sans ambiguïté faire part de leurs observations et de leurs idées. Il faut mettre à profit les semaines à venir pour préparer le prochain cycle de pourparlers afin de permettre aux parties syriennes de réformer la Constitution pour répondre aux besoins de la population et contribuer à un règlement politique. La Norvège réitère son appel à mettre en œuvre tous les aspects de la résolution 2254 (2015), adoptée par consensus, qui continue d'être globalement considérée comme le cadre approprié en vue d'un règlement politique. Nous avons la responsabilité de veiller à sa mise en œuvre.

Aujourd'hui, le volet constitutionnel est le plus actif, mais nous devons également garantir des progrès sur d'autres questions en parallèle. Je souligne la nécessité de libérer les personnes emprisonnées ou détenues arbitrairement. C'est une question essentielle pour le peuple syrien et afin de renforcer la confiance entre les parties. Nous exhortons les parties à contribuer de bonne foi à ce processus et à collaborer avec l'Envoyé spécial et son équipe pour trouver des solutions.

Enfin, l'impunité pour les violations et les exactions commises contre les civils est intenable. Les responsables d'atrocités doivent être amenés à rendre des comptes, et les droits et besoins des victimes doivent être pris en compte. La responsabilisation reste essentielle à la réalisation d'une paix durable et à la réconciliation nationale. Le temps qui s'écoule ne peut effacer ce besoin, pas même une décennie.

Annexe XI**Déclaration de M. Vassily Nebenzia, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Pedersen, de son exposé, et nous avons écouté attentivement M. Bernard Duhaime.

En cette date anniversaire du début de la crise syrienne, deux questions se posent. Qu'est-ce qui a permis au conflit de durer aussi longtemps ? Et que pouvons-nous faire pour y mettre fin dans les plus brefs délais ?

Les forces extérieures ont utilisé les troubles qui ont éclaté en mars 2011 pour attiser la situation en Syrie. Elles ont cherché à renverser les autorités légitimes et à réformer le pays comme bon leur semblait. La Syrie a rapidement sombré dans le chaos et les groupes armés illégaux se sont implantés sur une grande partie du territoire. Parmi ces groupes se trouvaient des groupes terroristes qui ont terrorisé les populations locales, répandu l'extrémisme et l'intolérance et, d'une façon générale, commis des crimes indicibles contre les civils.

Cependant, l'État syrien est parvenu à résister à cette pression terroriste sans précédent. Grâce au soutien résolu de la Russie, les autorités syriennes sont parvenues à briser la colonne vertébrale de l'État islamique d'Iraq et du Levant et à éteindre des foyers de terrorisme sur leur territoire. Elles s'emploient maintenant à remettre en état les infrastructures socioéconomiques dévastées dans les zones libérées.

Grâce aux efforts efficaces et réfléchis déployés dans le cadre du format d'Astana, la Russie, la Turquie et l'Iran sont parvenus à mettre en place un cessez-le-feu durable sur la majeure partie du territoire syrien. Des foyers de tensions persistent dans la zone de désescalade d'Edleb, où Hay'at Tahrir el-Cham, que le Conseil de sécurité considère comme une organisation terroriste, maintient sa position. À ce jour, le cessez-le-feu en Syrie est généralement respecté. Si l'on ne continuait pas de réapprovisionner les militants et les séparatistes tout en s'efforçant de les cacher, la totalité du territoire de la Syrie aurait été débarrassée des extrémistes.

Il n'existe pas de solution militaire au conflit syrien. Celui-ci ne peut être réglé qu'en promouvant le processus politique sur la base de la résolution 2254 (2015), avec l'aide de l'ONU.

À la suite des décisions prises par le Congrès pour le dialogue national syrien à Sotchi, la Syrie a créé la Commission constitutionnelle, qui reste active à ce jour. Les progrès dans ce contexte sont laborieux, mais il est essentiel d'appuyer la Commission et de l'encourager par tous les moyens. Dans le même temps, nous partons de l'idée que les négociations entre parties syriennes constituent une affaire intérieure de la Syrie, et qu'elles ne doivent pas être soumises à des délais artificiels ou des pressions extérieures. Nous sommes disposés à continuer d'aider l'Envoyé spécial Pedersen à établir des contacts constructifs entre les parties au conflit syrien.

Les autorités syriennes ont plus que jamais besoin du soutien de la communauté internationale. Dans sa récente déclaration, le Secrétaire général a souligné que 60 % de la population syrienne se retrouvent au bord de la famine. La population a besoin d'une aide internationale collective, et ce problème ne peut être réglé en se contentant de distribuer des vivres. Nous devons aider les Syriens ordinaires à reprendre une vie pacifique en mettant en place des projets d'infrastructures pour un relèvement rapide. Nous sommes convaincus qu'une telle approche faciliterait le retour des réfugiés et des déplacés syriens dans leurs foyers. Les sondages actuels montrent que la plupart d'entre eux gardent l'espoir de pouvoir retourner dans leur patrie.

En dépit de toutes les difficultés que rencontrent les Syriens, les opposants politiques de Damas ont décidé de s'emparer du pays au moyen de l'affamement. Après l'échec de leurs tentatives énergiques de renverser le Gouvernement indésirable, ils sont passés aux pressions financières et économiques. La Syrie a été visée par des sanctions qui causent d'immenses perturbations à la vie normale dans le pays. De fait, les Syriens ordinaires subissent un châiment collectif. Dans le même temps, les dérogations humanitaires aux régimes de sanctions proclamées par l'Occident ne fonctionnent pas, ce qui aggrave encore la situation socioéconomique en Syrie. D'ailleurs, les acteurs humanitaires des Nations Unies qui sont présents sur le terrain en Syrie critiquent également cette situation.

Le retour de la Syrie au sein de la famille arabe, en particulier la Ligue des États arabes, contribuerait grandement à la normalisation de la situation dans le pays. Nous accueillons avec satisfaction la volonté de Damas et des États arabes d'avancer dans cette direction, et nous appelons les autres à ne pas entraver cette normalisation naissante entre Damas et le monde arabe. Nous estimons que la condition principale d'un règlement pacifique consiste à mettre fin à l'occupation étrangère et à l'action armée non coordonnée avec le Gouvernement légitime, tout en respectant la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité de la Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015).

Annexe XII**Déclaration de M^{me} Inga Rhonda King, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Pedersen, et M. Duhaime de leurs exposés.

Le conflit syrien a provoqué une instabilité violente, fait des centaines de milliers de morts, déplacé des millions de personnes et décimé l'économie et les infrastructures du pays. Et aujourd'hui, 10 ans après le début de ce conflit déchirant, le peuple syrien continue de payer le prix fort par sa souffrance indicible.

L'Envoyé spécial Pedersen a souligné plus tôt aujourd'hui que le conflit syrien était sans aucun doute le plus sombre chapitre de l'histoire humaine récente. Combien de temps allons-nous encore rester dans cette voie, à dire et faire les mêmes choses en espérant un résultat différent ? Il est plus que temps de mettre de côté les intérêts personnels, il est plus que temps de se départir du besoin d'avoir raison, et il est plus que temps de faire marche arrière et de lancer une nouvelle réflexion. Le moment est venu de faire son introspection ; le moment est venu pour chacun de remettre en question ses perceptions, points de vues et approches et de se poser les questions vraiment difficiles. Comment pouvons-nous continuer d'affirmer avec une réelle crédibilité que nous nous préoccupons du peuple syrien ? Récemment, j'ai eu le privilège de parler avec des personnes sur le terrain ; à la fin de notre conversation, j'étais en pleurs et elles aussi. Elles ont conclu en disant simplement : « Nous voulons tout simplement vivre, vivre dans la dignité et dans la paix ». La situation est catastrophique. Que faisons-nous ?

Un règlement politique de cette crise prolongée reste la seule solution. C'est pourquoi les travaux de la Commission constitutionnelle doivent être redynamisés et les parties doivent s'efforcer de faire des progrès tangibles dans la recherche de la paix et de la stabilité. À cet égard, nous saluons l'action menée jusqu'ici par l'Envoyé spécial, et nous continuons d'exhorter les parties à s'engager à nouveau à travailler ensemble dans un esprit de respect mutuel et de compromis. En outre, nous soulignons l'importance d'une participation véritable des femmes et des jeunes à toutes les discussions afin de garantir une paix durable et équitable pour tous les Syriens.

La viabilité et le succès final du processus politique au sens large exigent que les parties au conflit prennent des mesures de confiance. Ces gestes de bonne volonté permettront sans aucun doute d'entretenir la confiance et d'encourager la réconciliation nationale tant attendue. En conséquence, les questions des personnes disparues et détenues arbitrairement nécessitent une attention urgente.

La résolution 2254 (2015) reconnaît le lien étroit existant entre un cessez-le-feu et un processus politique mené en parallèle. La persistance des hostilités fait obstacle à la mise en place d'un environnement propice à l'aboutissement du processus et au rétablissement de la stabilité. La date du 5 mars a marqué le premier anniversaire de la conclusion de l'accord d'Edleb, qui a tenu dans l'ensemble, mais nous restons préoccupés par les informations que nous continuons de recevoir à propos d'épisodes de violence sporadique. Les conditions de sécurité sont précaires ; aussi exhortons-nous vivement les parties au conflit à faire preuve de la plus grande retenue afin de préserver le cessez-le-feu. Nous appelons en outre les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international dans la conduite de toutes les activités militaires et antiterroristes. Le lien entre justice et paix est depuis longtemps reconnu et nous réaffirmons que l'obligation de rendre des comptes pour les atrocités commises depuis le début de la guerre doit rester une priorité absolue.

La cessation des hostilités est également indispensable à la création des conditions permettant le retour librement consenti, dans la sécurité et la dignité, des réfugiés et des déplacés. Il en va de même de la reconstruction des infrastructures critiques du pays. La Syrie ne peut pas y parvenir seule. C'est pourquoi nous réitérons notre appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue à la reconstruction du pays.

En l'absence d'un processus politique crédible, équilibré et inclusif, conduit et pris en main par les Syriens, et qui réponde à leurs aspirations légitimes, la souffrance du peuple syrien se poursuivra. À l'appui de cet objectif, la communauté internationale a la lourde responsabilité de se mobiliser de manière pragmatique en donnant la priorité au peuple syrien et en mettant de côté les différends géopolitiques, qui ont rendu le conflit encore plus complexe. Cela passe forcément par le retrait de toutes les forces étrangères non autorisées, par respect pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie. Cela suppose également la levée de toutes les mesures coercitives unilatérales, qui sont incompatibles avec le droit international et ont des répercussions négatives sur la situation socioéconomique de la Syrie.

Nous réaffirmons que les situations politique et humanitaire sont inextricablement liées. La stagnation du processus politique a pour effet désastreux de prolonger le conflit et d'aggraver en retour la situation humanitaire catastrophique. Une approche globale reste impérative.

La Syrie et son peuple méritent la paix et la prospérité. Une décennie de conflit leur a déjà trop pris, et le pays ne sortira de son désespoir que par des mesures positives. La protection de millions de civils et la stabilité globale de la région en dépendent. Nous ne devons pas continuer de les décevoir.

Annexe XIII**Déclaration de M. Tarek Ladeb, Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, ainsi que M. Bernard Duhaime, de leurs exposés. Je salue la participation des représentants de la Syrie, de la Turquie et de l'Iran à la présente réunion.

Nous nous réunissons aujourd'hui alors que la crise syrienne a franchi le cap de sa dixième année et que le pays est dans une situation désastreuse. Et c'est la population syrienne qui supporte l'essentiel des souffrances et des sacrifices. Alors que le conflit s'éternise, les perspectives d'une solution politique sont dans l'impasse, et les facteurs et les manifestations de la crise gagnent en ampleur et en complexité, accentuant ainsi les tensions et l'instabilité dans la région.

À cette occasion, la Tunisie réaffirme sa position selon laquelle il n'y a pas de solution militaire à la crise et que celle-ci doit être réglée en accélérant un règlement politique durable conformément à la résolution 2254 (2015). C'est le seul moyen de mettre fin aux souffrances du peuple syrien, de répondre à ses aspirations, de rétablir la sécurité et la stabilité en Syrie, et de préserver la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du pays.

Les bouleversements et l'évolution de la situation en Syrie au cours des 10 dernières années ont clairement montré qu'il sera impossible de mettre fin à la crise tant que les divisions et la polarisation persisteront. Elle ne peut être réglée qu'en adoptant une logique de dialogue et de négociation, en permettant à un esprit de consensus de prévaloir et en renforçant les mesures de confiance. Une telle approche contribuera à la stabilité politique et sociale en Syrie et au rétablissement du rôle et de la position du pays dans la région arabe. À cette fin, les parties syriennes doivent redoubler d'efforts pour faire avancer le processus de négociation, en vue de parvenir à un règlement politique.

Dans ce contexte, nous attendons avec intérêt la reprise des pourparlers de la Commission constitutionnelle à Genève dans un avenir très proche et espérons que ces pourparlers continueront à se tenir de manière régulière afin de progresser rapidement vers une réforme constitutionnelle. Nous exhortons les parties syriennes à privilégier les intérêts du peuple syrien en s'engageant de manière constructive et en s'efforçant de trouver des solutions consensuelles qui mettent l'accent sur les points communs. Nous saisissons cette occasion pour réaffirmer notre appui aux efforts de l'Envoyé spécial Pedersen pour faciliter le processus constitutionnel et le processus politique, en particulier ceux qui visent à rendre les travaux de la Commission plus structurés et mieux organisés.

Il va de soi que pour que les processus politique et constitutionnel aillent de l'avant, il faudra aussi un appui renforcé de la part d'un Conseil de sécurité uni, qui doit s'efforcer de contribuer à une compréhension commune des différents facteurs et moteurs de la crise et des moyens de la surmonter.

Nous soulignons qu'il importe de créer des conditions objectives et propices à un règlement pacifique en instaurant un cessez-le-feu global dans toute la Syrie, et que toutes les parties doivent veiller à ce que les civils soient protégés conformément au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme. Nous sommes favorables au rapatriement librement consenti, dans la dignité et la sécurité, des réfugiés syriens ainsi qu'à la participation active des femmes et des organisations de la société civile à toutes les étapes du processus politique.

Nous rappelons que la Syrie ne sera stable que lorsqu'elle sera débarrassée du terrorisme. Il convient d'adopter une approche collective conforme au droit international pour combattre les organisations terroristes figurant sur les listes du Conseil de sécurité, tant en Syrie qu'ailleurs, en vue de consolider la paix et la sécurité en Syrie et dans la région.

Il est urgent d'adopter une approche globale et concrète qui englobe tous les facteurs alimentant la crise et qui s'y attaque. Cela serait conforme à l'esprit et à la lettre de la résolution 2254 (2015) et contribuerait à inverser les tendances négatives sur les plans humanitaire, socioéconomique et de la sécurité en Syrie.

Pour terminer, nous avons bon espoir que la société syrienne, avec toutes ses forces et factions diverses, sera en mesure de surmonter cette longue crise et de bâtir un avenir sûr dans un environnement de paix, de stabilité et d'harmonie politique et sociale.

Annexe XIV**Déclaration de M^{me} Barbara Woodward, Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais commencer par remercier l'Envoyé spécial Geir Pedersen et M. Bernard Duhaime de leurs exposés.

Il y a 10 ans, les Syriens sont descendus dans la rue pour réclamer pacifiquement la fin de l'oppression, de la torture et de la corruption pratiquées par le régime. Al-Assad et son régime ont répondu à ces appels par une violence sans merci, l'emploi d'armes chimiques et la famine.

Le dernier rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne (A/HRC/46/54) met en évidence l'effroyable ampleur des atrocités et les souffrances tragiques du peuple syrien au cours de la dernière décennie. Plus d'un demi-million de Syriens ont perdu la vie. Des dizaines de milliers d'autres ont été détenus de force, torturés ou ont disparu. Plus de 12 millions de réfugiés ne peuvent rentrer chez eux sans craindre de nouvelles violences ou des arrestations arbitraires et la torture. Comme nous l'ont dit l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie et le Secrétaire général, c'est un cauchemar vivant.

Ce sombre cap de 10 ans nous rappelle que nous, le Royaume-Uni et la communauté internationale au sens large, devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour renforcer l'application du principe de responsabilité aux auteurs des crimes les plus graves en Syrie.

Nous continuons d'appuyer le peuple syrien et les efforts internationaux visant à aider les victimes de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits et sommes heureux de mettre la dernière main à un accord avec la Commission d'enquête à cet effet.

Le régime autonome de sanctions contre la Syrie mis en place par le Royaume-Uni a désigné plus de 350 personnes et entités responsables de la répression des civils en Syrie ou permettant au régime d'Assad de poursuivre de tels agissements. Aujourd'hui, le Royaume-Uni a annoncé de nouvelles sanctions contre six personnes entrant dans cette catégorie. Ces sanctions envoient un message clair au régime d'Assad et à ses soutiens : nous ne resterons pas les bras croisés alors qu'ils continuent à commettre des crimes odieux contre le peuple syrien.

La réalisation de progrès importants sur les détenus et les personnes portées disparues est un élément central de la résolution 2254 (2015), qui pourrait renforcer la confiance à l'égard d'un processus politique. Pour commencer, les autorités syriennes doivent fournir des listes complètes des noms de tous les détenus, en précisant où se trouvent les personnes qui ne sont jamais sorties de détention arbitraire. Le Royaume-Uni continue d'appuyer l'action menée par la Commission internationale pour les personnes disparues avec les familles syriennes concernées afin de garantir leurs droits à la justice, à la vérité et aux réparations. Il soutient également le travail essentiel qu'elle réalise pour créer une base de données impartiale de toutes les personnes portées disparues, quels que soient leur origine, leur rôle dans le conflit ou les circonstances de leur disparition.

Le Royaume-Uni réaffirme son appui indéfectible à M. Pedersen et appelle une nouvelle fois le régime et ses soutiens à participer sérieusement au processus politique défini dans la résolution 2254 (2015).

Bien que la situation soit désespérée, le peuple syrien a fait preuve d'espoir et d'une incroyable résilience, car l'avenir est entre leurs mains. Le Royaume-Uni se tient aux côtés du peuple syrien pour mettre en œuvre toutes les mesures prévues par la résolution 2254 (2015) : un cessez-le-feu à l'échelle nationale, un accès sans entrave à l'aide, la libération des personnes détenues arbitrairement, la mise en place des conditions permettant un retour des réfugiés en toute sécurité et des élections libres et équitables conformément à une nouvelle constitution. Ce sont là autant d'éléments de la seule solution à ce conflit. Comme vous, Madame la Présidente, nous espérons que le onzième anniversaire de ce conflit ne se passera pas de la même manière que le dixième.

Annexe XV**Déclaration de M^{me} Linda Thomas-Greenfield, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais commencer par remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, de son évaluation détaillée et de ses recommandations. Nous encourageons et appuyons les efforts qu'il continue de déployer pour trouver des solutions créatives qui mettront fin à la crise actuelle en Syrie. Je remercie également M. Duhaime de ses éclairages et de tout le travail qu'il accomplit pour aider les familles des personnes détenues ou portées disparues.

Il y a exactement 10 ans aujourd'hui, les Syriens sont descendus pacifiquement dans la rue. Ils ont scandé des slogans en faveur de la liberté et ont brandi des photos d'amis et de proches détenus. Ils ont réclamé la fin de la corruption des pouvoirs publics. Ils ont demandé au Gouvernement de respecter leurs droits de l'homme. L'espoir, la solidarité et les chants les animaient.

Et qu'ont-ils obtenu en réponse ? Le régime d'Assad a répondu par la violence. Comme l'a récemment noté le Secrétaire général, « la répression violente des manifestations populaires pacifiques en Syrie a mis le pays sur la voie d'une guerre terrible ». Et maintenant, depuis une décennie entière, le peuple syrien endure l'inimaginable : une décennie entière de répression violente ; une décennie entière de terrorisme ; et une décennie entière d'une guerre civile brutale.

Que l'on s'imagine être un enfant de 10 ans en Syrie qui n'a jamais connu de vie sans conflit. L'un de ses parents a peut-être été tué par une attaque à l'arme chimique ou par des frappes aériennes russes, ou fait partie des 500 000 personnes tuées par le régime tyrannique d'Assad. Certains de ses proches ont été torturés et ont disparu. Il fait partie des 13 millions de Syriens qui ont été contraints de fuir leur foyer. Il est émacié, probablement mal nourri. Il ne voit que de la tristesse dans les yeux de ses parents. Il voit des chars dans la rue, guette les tireurs embusqués sur les toits. Il est à peine capable de survivre. Il a 10 ans et il n'a connu que la guerre.

Pour cet enfant et tant d'autres, nous devons permettre aux humanitaires d'accomplir leur travail et de sauver des vies et nous devons leur donner les moyens de le faire.

Les États-Unis considèrent que non seulement l'autorisation de l'assistance transfrontière accordée par le Conseil de sécurité en juillet, mais aussi son renforcement et son expansion, sont essentielles pour garantir l'acheminement de denrées alimentaires, de médicaments, de vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19) et d'autres aides vitales en Syrie. Comme l'a dit le Secrétaire général la semaine dernière, « un accès humanitaire élargi est nécessaire. Il est essentiel d'accroître les livraisons à travers les lignes de front et les frontières afin d'atteindre toutes les personnes dans le besoin, où qu'elles se trouvent ». Nous le savons bien, l'aide par-delà les lignes de front ne peut à elle seule parvenir à toutes les personnes qui sont dans le besoin.

Il serait inhumain et inadmissible que le Conseil de sécurité interrompe la fourniture par l'ONU d'une aide à tous les Syriens, et nous appelons les membres du Conseil de sécurité à appuyer cet important mécanisme, une ligne de vie qui est encore plus importante compte tenu de la COVID-19.

Afin de mettre un terme à ces souffrances une bonne fois pour toutes, les États-Unis restent déterminés à trouver une solution politique au conflit syrien, conformément aux paramètres définis dans la résolution 2254 (2015). Nous appuyons fermement les efforts déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour renforcer et faire progresser un règlement politique.

Il n'y a qu'une seule raison pour laquelle nous n'avons pas été en mesure de mettre en œuvre cette solution et de régler cette crise : le refus du régime d'Assad de coopérer de bonne foi. Le régime n'a pas pris la moindre mesure susceptible de jeter les bases de la paix. Nous demandons donc à la Russie de faire pression sur le régime d'Assad pour qu'il cesse de faire obstruction. Il est temps que le régime s'attaque à la cause profonde du conflit, à savoir la demande fondamentale de tous les Syriens de vivre dans la dignité, à l'abri de la torture, des abus et des détentions arbitraires.

Je demande aussi à la communauté internationale de ne pas se laisser bernier par la prochaine élection présidentielle en Syrie. Cette élection ne sera ni libre ni équitable. Elle ne légitimera pas le régime d'Assad. Elle ne répond pas aux critères énoncés dans la résolution 2254 (2015), notamment celui d'être supervisée par l'ONU ou menée en application d'une nouvelle constitution.

Au lieu de temporiser et de faire diversion, le régime d'Assad doit libérer les personnes détenues arbitrairement, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Le 2 mars, j'ai participé à une table ronde de haut niveau à l'Assemblée générale, où j'ai entendu les histoires de personnes qui ont été détenues. L'une des intervenantes, Wafa Moustafa, a raconté l'horreur de son emprisonnement dans un centre de détention géré par le régime alors qu'elle n'avait que 21 ans. Elle est toujours à la recherche de son père, qui fait partie des plus de 100 000 personnes qui ont été détenues arbitrairement et victimes de disparition forcée aux mains du régime d'Assad.

Je demande donc aujourd'hui à l'Envoyé spécial de faire le point sur ses efforts pour localiser et libérer les détenus. Les États-Unis demandent à l'Envoyé spécial de continuer à étayer les efforts déployés à Genève pour œuvrer à la libération des détenus, notamment s'agissant d'aider à localiser et à restituer les Américains disparus, comme Austin Tice et Majd Kamalmaz. Nous espérons que davantage d'agents des Nations Unies noueront un dialogue direct et plus régulier avec les familles des détenus, avec les anciens détenus eux-mêmes et avec les représentants de la société civile. Je demande à l'Envoyé spécial Pedersen de faire le point sur ses efforts pour localiser et libérer les détenus et de nous donner son avis sur la manière dont le Conseil de sécurité peut l'aider.

Le moment est venu de promouvoir une véritable solution politique. Le peuple syrien mérite le progrès et la dignité. Il mérite un avenir sûr, stable et plein d'espoir. Et comme je l'ai déjà dit : le onzième anniversaire du début de ce conflit ne doit pas ressembler au dixième.

Annexe XVI**Déclaration de M. Dinh Quy Dang, Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, et M. Bernard Duhaime. Je voudrais également saluer la participation des représentants de la Syrie, de la Turquie et de l'Iran à la présente réunion.

Ces 10 dernières années, la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité et les acteurs internationaux et régionaux, n'a ménagé aucun effort pour mettre fin à la crise en Syrie. Certaines avancées nous permettent de croire à des résultats tangibles. Par exemple, les processus de Genève et d'Astana, ainsi que d'autres efforts diplomatiques, sont parvenus à réunir les parties autour de la table des négociations. Un calme relatif a été maintenu sur le terrain au cours de l'année écoulée, après l'accord de cessez-le-feu d'Edleb. L'aide humanitaire continue de parvenir jusqu'aux personnes dans le besoin malgré certains obstacles opérationnels.

Néanmoins, une paix et une stabilité durables ne semblent pas être en vue. Il est possible que l'on s'habitue à entendre évoquer les circonstances critiques de millions de Syriens, circonstances qui ne cessent d'empirer du fait de l'effondrement économique de plus en plus grave et de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Des centaines de milliers de personnes sont mortes ; des millions d'autres ont dû chercher refuge ou ont été déplacées ; 65 % des Syriens dépendent de l'aide humanitaire, et 60 % sont confrontés à l'insécurité alimentaire. Le terrorisme menace toujours la vie de la population.

L'une des principales raisons de cette situation est le manque de confiance entre les parties. La résolution 2254 (2015), adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité en 2015, souligne que le seul moyen de régler la crise syrienne est un processus politique ouvert conduit par les Syriens. Le Viet Nam réaffirme son ferme appui à une solution politique globale qui soit dirigée et prise en main par les Syriens, et menée sous les auspices de l'ONU, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies, en respectant pleinement, notamment, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie et le principe de non-ingérence dans ses affaires intérieures.

Aux fins de promouvoir davantage un règlement politique, ma délégation tient à souligner les points suivants.

Premièrement, en ce qui concerne le renforcement de la confiance et le dialogue, les divergences qui suivent des années de conflit ne pourront pas être comblées du jour au lendemain. Des mesures de confiance peuvent donc contribuer à l'obtention de réalisations progressives. Le Viet Nam appuie les rôles cruciaux que jouent l'ONU, l'Envoyé spécial et tous les acteurs internationaux pour encourager une solution politique en Syrie. Nous appelons les parties syriennes à s'engager dans un dialogue constructif afin de réaliser des percées dans le cadre de la Commission constitutionnelle, ainsi que dans le processus politique au sens large.

Tout en recherchant une solution viable à la crise actuelle, il est indispensable que la confiance soit également renforcée entre les interlocuteurs internationaux. Il convient de redoubler d'efforts au niveau international pour contribuer concrètement à un règlement pacifique du conflit en Syrie.

Deuxièmement, s'agissant de préserver la stabilité, la situation relativement calme reste fragile, compte tenu des incidents d'insécurité sporadiques que se produisent toujours dans le nord-ouest, de même que dans le nord-est et dans le

sud. Il est préoccupant que les hostilités continuent de faire des morts parmi les civils et d'affecter leurs moyens de subsistance. Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à s'abstenir de toute action susceptible d'envenimer encore la situation. La stabilité est essentielle pour permettre les efforts de dialogue.

Troisièmement, j'en viens à la poursuite de l'assistance accordée par la communauté internationale. Les efforts pour parvenir à une paix et un développement durables dans l'intérêt du peuple syrien doivent toujours s'accompagner de notre indéfectible appui. Nous appelons à continuer d'aider les Syriens dans tous les domaines et par tous les moyens, afin de faciliter une solution pacifique à la crise et d'aider à remédier à leurs conditions de vie extrêmement difficiles. Il faut également trouver une solution de long terme à leurs difficultés et renforcer leur résilience.

Ces 10 dernières années ont été source de désolation et de misère. Un environnement sain est nécessaire pour faciliter une solution politique viable. Nous pensons qu'elle ne pourra être obtenue que si la communauté internationale est unie dans son appui à la Syrie.

Annexe XVII**Déclaration de M. Majid Takht Ravanchi, Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Ces 10 dernières années, le peuple syrien a immensément souffert du conflit syrien, qui a également eu des conséquences néfastes sur la paix, la sécurité et la stabilité de toute la région. Cela ne peut, cela ne doit pas continuer indéfiniment.

À l'occasion du dixième anniversaire du début du conflit syrien, tous les efforts doivent être déployés pour mettre fin aux combats. Dans ce contexte, un certain nombre de principes clefs sont d'une importance capitale et doivent être respectés pleinement, effectivement et en toute bonne foi par toutes les parties.

Cette crise n'a pas de solution militaire, et elle doit donc être réglée pacifiquement et en pleine conformité avec le droit international, notamment avec les principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Le conflit ne peut pas prendre fin – et il ne prendra pas fin – si la pleine souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne ne sont pas garanties. Cela ne saurait en aucun cas être compromis. De même, le peuple syrien n'acceptera pas que l'occupation de son territoire et les violations de sa souveraineté se poursuivent, et la communauté internationale ne doit pas non plus l'accepter, car c'est contraire aux principes cardinaux du droit international.

Nous appelons une nouvelle fois au retrait immédiat de toutes les forces étrangères qui sont présentes en Syrie sans l'autorisation de son gouvernement, en particulier les forces des États-Unis qui continuent d'occuper des pans du territoire syrien.

Dans ce contexte, nous condamnons la frappe militaire illégale menée le 25 février à la frontière syro-iraquienne. Ces actes illégaux aggravent la situation déjà tendue dans la région, et doivent donc cesser.

De même, nous condamnons la poursuite des attaques militaires israéliennes en Syrie. Il s'agit d'actes de provocation illégaux et déstabilisants. Ce régime doit être contraint de mettre un terme à cet aventurisme militaire.

De la même manière, restaurer l'intégrité territoriale de la Syrie nécessite de combattre sans relâche tous les groupes terroristes, car la moindre pause dans ces opérations leur permettrait de consolider leur présence et d'intensifier leurs agissements atroces en Syrie, ce qui prolongerait le conflit et retarderait un règlement politique de la crise. Il va sans dire que la protection des civils doit en tout temps être un principe directeur de la lutte contre les terroristes.

Par ailleurs, nous rejetons fermement l'utilisation abusive des efforts antiterroristes pour appuyer une tendance séparatiste, une initiative favorisant une autoadministration illégitime ou une violation de la souveraineté syrienne, quelles qu'elles soient.

Un processus politique véritablement dirigé et pris en main par les Syriens, sous l'égide de l'ONU, est crucial. Aux côtés des autres garants du processus d'Astana, l'Iran appuie l'action de la Commission constitutionnelle et souligne que ses travaux doivent se poursuivre sans ingérence étrangère et sans calendrier imposé de l'extérieur.

De même, si le travail de la Commission doit être régi par un esprit de compromis et de dialogue constructif, la reconstruction du pays et le retour des réfugiés et des personnes déplacées doivent aller de pair avec le processus politique. Ils sont interconnectés, mutuellement inclusifs et se renforcent réciproquement.

Les pressions politiques et économiques croissantes exercées sur le Gouvernement et le peuple syriens et les nombreuses conditions préalables imposées à un règlement pacifique de la crise se sont avérées contre-productives. Des mesures telles que la politisation de l'aide humanitaire, du retour des réfugiés et des personnes déplacées, et en particulier l'imposition de sanctions unilatérales, ne font que prolonger la crise et les souffrances du peuple syrien, qui souffre déjà gravement d'autres épreuves, notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). À tous égards, ces sanctions sont illégales et inhumaines et violent les droits humains fondamentaux du peuple syrien ; elles doivent donc être levées immédiatement.

L'Iran est attaché à une résolution politique de cette crise et continuera à soutenir le peuple et le Gouvernement syriens en vue du rétablissement de l'unité et de l'intégrité territoriale de leur pays.

Annexe XVIII**Déclaration de M. Bassam Sabbagh, Représentant permanent de la Syrie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe et anglais]

Il est clair pour ceux qui suivent cette réunion aujourd'hui que certains pays tentent à nouveau de saisir l'occasion du dixième anniversaire du déclenchement de la crise en Syrie pour poursuivre leurs incitations contre l'État syrien, en lançant diverses accusations à son encontre et en faisant la promotion des politiques ratées de ces pays. Puisque ces pays ont voulu faire l'inventaire de ce qui s'est passé en Syrie au cours des 10 dernières années, je voudrais bien sûr aussi présenter la version syrienne correcte de ce qui s'est passé afin que l'opinion publique soit informée des faits réels.

Il y a 10 ans aujourd'hui, les gouvernements de certains pays, principalement les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont lancé une guerre sans précédent, multiforme et agressive contre la Syrie afin de saper ses choix nationaux, de cibler son gouvernement légitime et de déformer l'image de ses dirigeants au moyen d'outils terroristes, en violation grave des principes du droit international et des dispositions de la Charte des Nations Unies. Cela a clairement révélé que ces pays préfèrent la loi de la force sur la force de la loi.

Cela fait 10 ans que les gouvernements de ces pays ont tout fait pour monter les Syriens les uns contre les autres et les inciter à répandre le chaos, qu'ils considéraient comme productif, et ont dépensé des sommes énormes pour enflammer et prolonger la crise tragique d'une manière qui servait les objectifs de ces gouvernements et pour déstabiliser la sécurité et la stabilité en Syrie, détruire ses réalisations en termes de civilisation et de développement et briser son intégrité territoriale.

Les 10 dernières années ont prouvé que les gouvernements de ces pays ne tirent pas de leçons de leurs expériences précédentes. Ils ont rouvert leurs vieux guides et ont une fois de plus suivi leurs recettes périmées en utilisant les groupes terroristes extrémistes comme un outil pour servir leurs programmes agressifs. Ils ont recruté des terroristes dans le monde entier et les ont transférés en Syrie via la Turquie, avec l'aide du régime turc, pour semer la mort et le chaos dans mon pays, la Syrie.

Le grand paradoxe est que ces gouvernements ont utilisé ces terroristes comme une excuse pour former une coalition internationale illégale pour combattre le terrorisme, sur la base d'une interprétation déformée de l'Article 51 de la Charte. Cette coalition illégale a tué des milliers de civils innocents. Cette coalition illégale est incapable de combattre les organisations terroristes qu'elle a elle-même créées. La vérité est que cette coalition illégale visait à affaiblir les capacités de l'Armée arabe syrienne, qui lutte contre les éléments terroristes de l'État islamique d'Iraq et du Levant et d'autres organisations terroristes. Cette coalition illégale vise à affaiblir les capacités du Gouvernement syrien en détruisant des installations civiles, comme des écoles et des hôpitaux, et des infrastructures, comme des centrales électriques, des ponts et des barrages, ce qui a entraîné d'énormes souffrances humaines. La prétendue coalition internationale est en fait une coalition américaine que les Administrations des États-Unis ont utilisée pour lancer leurs attaques contre les peuples de la région.

Cela fait 10 ans que nous voyons ces pays non seulement permettre aux organisations terroristes de commettre des meurtres, de provoquer des déplacements et des changements démographiques, de recruter des enfants, de piller le pétrole et les biens culturels, de brûler les cultures et de priver la population d'eau potable, mais aussi permettre les pratiques de « turquification » imposées par le régime turc dans les zones qu'il occupe.

Cela fait 10 ans que les délégations de ces pays ont répété leur hypocrisie politique en exprimant leur grave préoccupation concernant la situation humanitaire en Syrie. Simultanément, ces pays imposent des mesures coercitives unilatérales, resserrent un siège étouffant contre le peuple syrien et adoptent une législation interdisant la reconstruction. Tout cela a eu des conséquences catastrophiques qui ont touché les moyens de subsistance de chaque citoyen syrien, en particulier les femmes et les enfants. La véritable marque de ces mesures est devenue le terrorisme économique.

Cela fait 10 ans que les gouvernements de ces pays ont exprimé leur volonté de respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie. Ils ont également soutenu que la solution était politique et non militaire, tout en commettant les violations les plus odieuses contre la souveraineté et l'indépendance de la Syrie par la présence des forces militaires américaines dans le nord-est et le sud-est de la Syrie, et des forces turques dans le nord et le nord-ouest de la Syrie, sans parler de la poursuite de l'occupation israélienne du Golan arabe syrien et des actes d'agression systématiques qu'Israël commet chaque jour.

Après tout cela, est-il possible pour nous de croire le prétendu soutien de ces pays à une solution politique ? Comment croire à leur adhésion à la résolution 2254 (2015) quand ils violent délibérément et systématiquement sa première disposition, à savoir le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne ?

La résilience du peuple syrien uni derrière ses dirigeants a conduit à l'échec des politiques destructrices mises en œuvre au cours des 10 dernières années. Ces gouvernements ne devraient-ils pas revoir leurs politiques après cet échec, ou veulent-ils encore 10 années de politiques ratées et de destruction de la Syrie ? Ces gouvernements devraient examiner avec réalisme la situation actuelle pour voir à quoi ont abouti leurs politiques hostiles à l'égard de la Syrie en particulier et de la région en général. Ils devraient ensuite prendre des mesures pour corriger ces politiques erronées et adopter de nouvelles approches constructives fondées sur le respect des principes du droit international et adopter la diplomatie et un dialogue objectif, afin de permettre le rétablissement de la paix et de la stabilité en Syrie et dans la région.

Nous avons écouté attentivement l'exposé de l'Envoyé spécial, M. Geir Pedersen, dans lequel nous avons espéré que les différents aspects que j'ai mentionnés ci-dessus, qui représentent le véritable et plus grand obstacle à la réalisation d'une solution politique, seraient abordés de manière adéquate et claire. Nous demandons à l'ONU et à son envoyé spécial d'adopter une position claire face à ces défis et d'exercer leur rôle dans l'application et la protection des buts et principes inscrits dans la Charte, dont la Syrie a été co-rédactrice, en coopération avec d'autres pays.

À la mi-février, le quinzième cycle des réunions d'Astana s'est tenu dans la ville russe de Sotchi et a publié une déclaration importante qui réaffirme le ferme engagement envers la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne et la poursuite de la coopération jusqu'à l'élimination complète des organisations terroristes en Syrie. Cette déclaration rejette également les programmes séparatistes qui visent à porter atteinte à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Syrie, ainsi que les tentatives de création d'entités *de facto* sous prétexte de lutte contre le terrorisme. La déclaration d'Astana a également rejeté le pillage des ressources pétrolières syriennes, qui sont la propriété exclusive de l'État syrien, et les mesures coercitives unilatérales imposées à la Syrie. Elle a condamné les attaques israéliennes persistantes contre la Syrie et a appelé à leur cessation. Enfin, les rédacteurs de la déclaration ont exprimé leur appui au processus politique contrôlé et dirigé par les Syriens, notamment la Commission constitutionnelle. Dans ce contexte, ma délégation tient à remercier les délégations de la Fédération

de Russie et de la République islamique d'Iran de leur contribution à la réussite des travaux durant ce cycle et appelle le régime turc à honorer ses obligations en vertu des accords d'Astana et de Sotchi et à mettre fin à ses pratiques, qui ne contribuent nullement à créer un environnement propice à un règlement politique.

Damas a accueilli avec satisfaction la visite de l'Envoyé spécial, M. Geir Pedersen, le 22 février, durant laquelle il a eu des entretiens constructifs avec le Ministre des affaires étrangères, qui a réaffirmé l'attachement de la Syrie à un processus politique contrôlé et dirigé par les Syriens, facilité par l'ONU, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dont les préambules réaffirment tous le ferme attachement du Conseil à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne. À cet égard, ma délégation souligne que le succès des travaux de la Commission constitutionnelle passe par le respect des règles et des procédures qui ont été adoptées et le rejet de toute ingérence extérieure dans ses travaux ainsi que toute tentative d'imposer des conclusions s'agissant de ses travaux ou des délais artificiels pour l'accomplissement de sa mission. Nous attendons avec intérêt le sixième cycle de réunions de la Commission constitutionnelle dans les plus brefs délais.

Annexe XIX

Déclaration de M. Feridun Hadi Sinirlioğlu, Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Pedersen, et M. Duhaime de leurs exposés.

Aujourd'hui marque le dixième anniversaire du début de la guerre syrienne. Nous devons tous prendre un moment pour rappeler le terrible coût humain de ces 10 années de conflit et les souffrances immenses qu'il a causées au peuple syrien. Aucune famille syrienne n'a été épargnée par cette catastrophe d'origine humaine. Des millions de civils innocents ont payé un lourd tribut dans leur quête de démocratie, de liberté et de dignité.

Au fil des ans, les atrocités et les crimes du régime ont pris de nombreuses formes : des bombardements aériens à l'aide d'armes chimiques, d'armes à sous-munitions et de bombes incendiaires, des attaques délibérées contre les civils et les infrastructures civiles, la torture, les détentions arbitraires, les enlèvements, les disparitions forcées, les atteintes sexuelles, les sièges, le déni d'aide humanitaire et médicale et j'en passe.

Un demi-million de personnes sont mortes aux mains du régime d'Assad et de ses partisans. La moitié des habitants ont été déplacés ou forcés de fuir leur pays bien-aimé.

La Turquie à elle seule accueille près de 4 millions de Syriens. Cela représente près d'un cinquième de la population syrienne avant le début du conflit. À l'intérieur du pays, 13,4 millions de Syriens ont besoin d'aide humanitaire et 5,9 millions de personnes sont sans domicile. Le conflit syrien est de loin la plus grave tragédie humanitaire de ce siècle.

Pourtant, en dépit des besoins humanitaires croissants, la portée du mécanisme transfrontières a été réduite au fil des ans, passant de quatre points de passage à un seul. Comme l'a souligné le Secrétaire général, « un accès humanitaire élargi est nécessaire. Il est essentiel d'intensifier l'acheminement de l'aide humanitaire à travers les lignes de front et les frontières pour porter assistance à toutes les personnes dans le besoin partout dans le pays ».

Le conflit a des conséquences tragiques sur les enfants. Alors que leurs pairs ailleurs apprennent à lire et à écrire, les enfants syriens doivent apprendre à se mettre à l'abri et à survivre. À cause de la guerre, la vie et l'avenir d'une génération entière d'enfants syriens ne tiennent plus qu'à un fil. Près de 12 000 enfants ont été tués ou blessés depuis le début du conflit. Rien que la semaine dernière, deux enfants ont été tués lorsqu'une munition qui n'avait pas éclaté lors d'un bombardement précédent a explosé alors qu'ils jouaient dans les faubourgs de Raqqa.

Près de 90 % des enfants ont besoin d'aide humanitaire. Cela représente une augmentation de 20 % rien qu'au cours de l'année écoulée. Plus d'un demi-million d'enfants âgés de moins de cinq ans en Syrie souffrent de retards de croissance liés à une malnutrition chronique. Près de 2,5 millions d'enfants syriens sont déscolarisés. Le nombre d'enfants qui présentent des symptômes de détresse psychosociale a doublé en 2020, car l'exposition continue à la violence et aux traumatismes a eu de profondes répercussions sur la santé mentale des enfants.

L'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien fait partie de cette guerre brutale menée contre son propre peuple, et elle a des conséquences humanitaires dévastatrices. Enhardi par un sentiment d'impunité croissant, le régime a eu recours à l'emploi d'armes chimiques à au moins sept reprises, selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Le conflit syrien a également eu un impact profond sur la sécurité et la stabilité régionales, qui sont déjà fragiles. Les pays voisins ont dû faire face aux retombées humanitaires et à la menace terroriste émanant de la Syrie.

Durant le conflit, des groupes terroristes ont créé de prétendus États sur le territoire syrien parce que le tyran de Damas a privé le peuple syrien de ses droits élémentaires. En libérant des terroristes qui étaient en prison, en leur cédant du terrain et en leur achetant du pétrole, le régime d'Assad a créé, alimenté et encouragé le terrorisme extrémiste et séparatiste qui a prospéré à notre porte.

Aujourd'hui, le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple (PKK/YPG) représente une menace réelle et concrète pour les civils syriens et l'unité du pays. Le PKK/YPG, qui suit l'exemple du régime, est en train de libérer des combattants de Daech et leurs familles, ouvrant ainsi la voie à une résurgence de Daech. Quand certains États Membres apprendront-ils qu'il n'existe rien de tel qu'un bon terroriste ? Si nous voulons sincèrement stabiliser la Syrie et le reste de la région, il est temps de mettre un terme à cela. Il ne saurait y avoir de paix durable en Syrie tant que le pays servira de refuge aux terroristes.

Comme l'a souligné le Secrétaire général, il est impossible de concevoir pleinement l'étendue des ravages qu'a subis la Syrie, mais son peuple a été victime de certains des pires crimes que le monde a connus depuis le début du siècle. La guerre ne pourra prendre fin tant que l'on ne mettra pas fin à ces atrocités. La communauté internationale est peut-être lasse du conflit syrien, mais le peuple syrien est déterminé. Ses revendications et ses aspirations restent valables. Il continuera de lutter pour sa dignité et sa liberté.

C'est pourquoi il ne faut pas se faire d'illusions. Le régime n'obtiendra jamais une victoire militaire. Une solution militaire n'apportera aucune légitimité et ne mènera pas à un règlement durable. La légitimité ne peut être obtenue que grâce à un règlement politique négocié, qui réponde aux aspirations du peuple syrien.

Les travaux de la Commission constitutionnelle sont essentiels en vue de réaliser cet objectif ultime, conformément à la résolution 2254 (2015). Lors de réunions précédentes du Conseil, j'ai souligné la nécessité de s'opposer aux tactiques d'obstruction du régime. Nous regrettons que des progrès n'aient pu être accomplis durant le cinquième cycle de pourparlers en raison de l'obstruction du régime.

Nous sommes globalement d'accord avec l'évaluation de l'Envoyé spécial, M. Pedersen. À Genève, nous avons suivi les réunions avec attention, encourageant l'opposition à se montrer constructive et souple. Il est évident que l'opposition a accompli un travail remarquable durant le dernier cycle et au cours des 15 mois qui se sont écoulés depuis la création de la Commission. La communauté internationale doit reconnaître le ferme engagement de l'opposition. Les réunions de la Commission doivent être menées avec sérieux et aboutir rapidement à des résultats concrets.

Nous prenons acte du fait que l'Envoyé spécial, M. Pedersen, a participé à des réunions utiles à Damas, à Moscou et à Istanbul et que les parties syriennes ont échangé des idées pour la conduite du prochain cycle. Au cas où le sixième cycle serait convoqué, il sera impératif de commencer à examiner les questions de fond relatives à la constitution. Ceci est essentiel pour la poursuite de ce processus. Le régime a maintenant l'occasion de prouver qu'il est véritablement attaché à une solution politique.

Qu'il me soit permis de rappeler au Conseil que la Commission constitutionnelle est le seul mécanisme opérationnel pour la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015). Le Conseil de sécurité a donc la responsabilité particulière d'appuyer ses travaux et de ne pas permettre au régime de faire à nouveau marche arrière.

La simple présence du représentant du régime à cette réunion est un affront aux millions de Syriens qui ont subi un nombre sans fin de crimes aux mains de ce régime pendant une décennie. Sa déclaration fantasmagorique et ses accusations délirantes ne méritent pas de réponse. De peur qu'il ne prétende à nouveau être mon homologue légitime, je lui dirai ceci : son régime a le sang d'innocents sur les mains et a perdu sa légitimité il y a 10 ans. La réponse au régime criminel qu'il représente sera donnée par les Syriens lorsqu'ils sauveront et reconstruiront la Syrie.

Nous nous souvenons du premier jour où les Syriens sont descendus dans la rue et ont demandé leur liberté. Nous pouvons facilement retracer l'histoire du conflit. Et nous savons comment ce conflit peut se terminer de manière pacifique. Mais nous n'aurons jamais la perspective singulière d'un Syrien qui a souffert aux mains du régime.

Ce sont les Syriens innocents qui doivent vivre dans une peur constante, qui doivent enterrer leurs proches, et ce, sans aucune lueur d'espoir en vue. Ce sont les Syriens innocents qui doivent fuir pour sauver leur vie, qui doivent survivre aux bombardements et à la famine.

Après 10 ans, nous devons ressentir un sentiment d'urgence à ce sujet – pour reprendre les mots de Martin Luther King, l'urgence extrême du présent – parce que des gens sont tués à l'heure où nous parlons. Les espoirs d'une vie meilleure se meurent en ce moment même. Après 10 ans, ce qui se passe en Syrie est un crime contre l'humanité. Ce qui se passe en Syrie est un crime contre tout ce que la Charte des Nations Unies représente. C'est un crime contre le but même du Conseil de sécurité.

Et nous pouvons encore faire quelque chose pour l'arrêter. Les excuses constantes pour justifier l'inaction ne suffisent plus. Il est temps d'arrêter de dire à quel point nous sommes désolés. Il est temps de se rappeler le dernier Syrien tué. Et il est temps de faire quelque chose pour empêcher le prochain meurtre.

Cette catastrophe d'origine humaine ne prendra pas fin tant que le peuple syrien n'aura pas un gouvernement légitime, conformément à la résolution 2254 (2015), qui représente véritablement sa volonté et qui bénéficie de sa pleine approbation. Elle ne prendra fin que lorsque les Syriens vivront dans une Syrie démocratique, sûre, prospère et laïque. D'ici là, la Turquie continuera d'appuyer les Syriens innocents et leurs aspirations légitimes.